



Rapport annuel 2007-2008



GROUPE BENETEAU



A silhouette of a person's head and shoulders, facing right, against a warm, orange background. The person is wearing a dark, textured garment. The text "Construire" is overlaid on the image.

Construire

sur des valeurs fortes et des fondamentaux solides



Des valeurs façonnées par 125 ans d'histoire.

125 ans pendant lesquels le groupe Bénéteau a cultivé la passion du produit, le sens de l'innovation permanente et de l'engagement constant vis-à-vis de ses clients. Ces valeurs ont contribué à forger le succès du groupe. Elles cimentent jour après jour la cohésion de l'entreprise et sont autant d'armes décisives pour le présent et le futur.

Une situation financière unique.

Le groupe Bénéteau enregistre depuis 15 ans une croissance régulière de son chiffre d'affaires et de ses résultats. Cette performance lui permet de bénéficier d'une solidité financière exceptionnelle qui se caractérise au 31 août 2008 par une absence totale de dette, une trésorerie nette retraitée (auto-contrôle inclus) de 217,3 M€, des fonds propres qui s'élèvent à 489,9 M€ et une rentabilité opérationnelle de 13,9%.



Une industrie particulièrement performante.

Le groupe Bénéteau renforce la compétitivité de son outil industriel pour réaliser une production de qualité à coûts maîtrisés et permettre un positionnement prix dynamique, sans détériorer la rentabilité. Après un programme d'investissements en 2008 qui a atteint 73 M€, le groupe poursuit ses efforts en 2009 à hauteur de 80 M€.

Des femmes et des hommes engagés dans le succès de l'entreprise.

Chaque produit du groupe induit un savoir-faire d'exception. Le savoir-faire d'équipes dont la détermination n'a d'équivalent que la capacité à se remettre en question. Autant de qualités qui ont permis au groupe de passer en quelques années du stade de l'artisanat industrialisé à celui d'une industrie de haute technologie.

An aerial photograph of a white sailboat with a large white sail, sailing on a dark blue sea with white foam. A woman in a red shirt and white shorts is at the helm. The boat has a wooden deck and stainless steel railings.

Répondre

aux attentes des marchés et aux exigences de nos clients



Créer des produits toujours plus séduisants.

Grâce à une capacité de création exceptionnelle, les marques Bénéteau, Jeanneau, Lagoon et CNB proposent sur le marché de la plaisance une gamme à la fois très large - plus de 100 modèles de 20 à 60 pieds en voile et en moteur - et renouvelée à un rythme plus soutenu que jamais. Dans le domaine de l'habitat de loisirs, IRM et O'Hara ont atteint des ventes record grâce au développement de produits innovants particulièrement attractifs. La mise en place de synergies significatives a permis aux deux marques de renforcer leur compétitivité tout en apportant aux clients des réponses différenciées.

Optimiser sans cesse le rapport qualité/prix pour développer le nombre de nos clients.

Aujourd'hui à modèle et budget équivalents, le groupe conçoit et fabrique des bateaux plus grands, mieux équipés et plus performants. Une optimisation constante des processus de fabrication favorise la réduction des coûts de production. Cet atout ouvre au plus grand nombre le plaisir de naviguer sur des bateaux de grande qualité.

**Elargir ses gammes et se développer
sur de nouveaux segments.**

N°1 mondial des constructeurs de bateaux à voile, le groupe Bénéteau poursuit sa progression sur le marché des bateaux à moteur et étend son offre aux unités de plus de 15 mètres. Ce faisant, il pourra à la fois accompagner la « montée en gamme » naturelle des plaisanciers fidèles à ses marques et capter de nouveaux clients.



Proposer les services qui font la différence.

Le métier de constructeur ne s'arrête pas à la livraison : 450 distributeurs conseillent et assistent les clients dans plus de 50 pays. Dans le domaine de la plaisance, SGB Finance - captive de financement dynamique et puissante - permet aux clients de concrétiser leurs rêves. Filiale du groupe et 1^{er} réseau européen des professionnels de l'occasion, EYB facilite la revente des bateaux grâce à une base de données unique en ligne sur www.eyb-boats.com. En matière d'hôtellerie de plein air, IRM et O'Hara proposent également des services de qualité adaptés aux besoins des professionnels et des particuliers en matière de financement, de transports, de SAV et de rénovation.





Se développer

dans le respect de l'environnement



Pour un développement industriel respectueux de l'environnement.

Le développement durable est un enjeu majeur pour le groupe comme en témoigne la certification ISO 14001 de Bénéteau, Jeanneau et O'Hara. Concrètement, cela se traduit par des résultats très significatifs en matière de revalorisation des déchets de production, de gestion de l'énergie et de diminution des Composés Organiques Volatils (COV).

Limiter l'impact environnemental de nos produits.

Egalement certifiée pour la fabrication de ses produits, O'Hara est engagée dans une démarche d'éco conception qui se traduit par le choix de matériaux respectueux de l'environnement, d'équipements économes en énergie et de solutions favorisant la déconstruction. Dans le domaine de la plaisance, tous les équipements recommandés par le label « Bateau Bleu » (pour gérer les rejets d'eaux noires, éviter les pollutions lors des ravitaillements en carburant, réduire la consommation d'énergie à bord, ...) sont désormais montés en standard sur tous les bateaux de plus de 9 m. Dans l'habitat de loisirs, les produits intègrent de plus en plus les contraintes environnementales (meilleure intégration dans le paysage, isolation améliorée, équipements pour réduire la consommation d'énergie et préserver les ressources).



Innover au service du développement durable.

Le développement durable n'est pas seulement une contrainte, il est aussi un formidable levier d'innovation au sein du groupe. Avec le Lagoon 420, le groupe a par exemple été le premier à proposer un bateau équipé en série de moteurs électriques. Cette solution technique (dite de « propulsion hybride » où sous voile les hélices assurent la recharge des batteries) consomme 4 fois moins d'énergie que les systèmes diesel classiques et permet de réduire la pollution sonore.

La maison à ossature bois : une solution d'avenir en matière d'habitat résidentiel.

La maison à ossature bois offre le double avantage d'être économiquement accessible et de répondre aux exigences du développement durable. Le groupe a démarré cette activité en remportant un appel d'offres portant sur 300 maisons répondant aux exigences des labels THPE (Très Haute Performance Énergétique) et BBC (Bâtiment Basse Consommation). Une usine dédiée à la fabrication de ces maisons à ossature bois (d'une capacité de production de 600 unités par an) est en cours de construction à la Chaize-le-Vicomte (85). Opérationnelle dès septembre 2009, elle produira 300 unités dès la première année.

GROUPE BENETEAU

Rapport annuel 2007-2008

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 30 JANVIER 2009

Sommaire

Pages

Organes de direction et de contrôle	4
Bénéteau et la bourse	4
Evolution des principaux indicateurs	5
Rapport de gestion du Directoire	6
Rapport du Directoire sur la partie Extraordinaire	21
Rapport du Conseil de Surveillance	22
Rapport du Président sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance et le contrôle interne	23
Rapport des Commissaires aux comptes sur le Rapport du Président	31
 Groupe Bénéteau	
- Eléments financiers	33
- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
 Bénéteau S.A.	
- Eléments financiers	59
- Rapport général des commissaires aux comptes	73
- Rapport spécial des commissaires aux comptes	74
Projet des résolutions	75
Attestation du Rapport Financier Annuel	78
Notes	79

Organes de direction et de contrôle

Conseil de Surveillance

Président
Yves Lyon-Caen

Vice-Président
Annette Roux

Yvon Bénéteau
Jean-Louis Caussin
Eric Delannoy
Luc Dupé
Yves Gonnord
Christian de Labriffe

Directoire

Président
Bruno Cathelinais

Dieter Gust
Bruno Poloniato

Commissaires aux Comptes

Compagnie Régionale de Poitiers
Atlantique Révision Conseil

Compagnie Régionale de Versailles
KPMG Audit

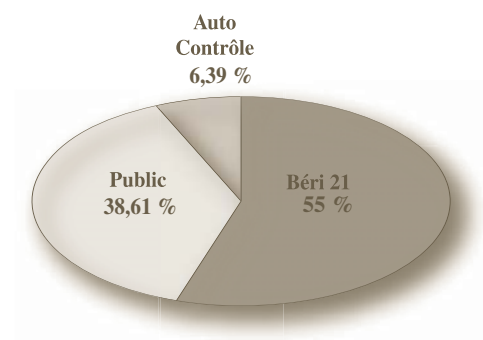
Bénéteau et la Bourse

Capital

87 147 200 actions de 0,10 €
Capital social : 8 714 720 €

A notre connaissance, aucun actionnaire public ne détient plus de 5 % du capital.

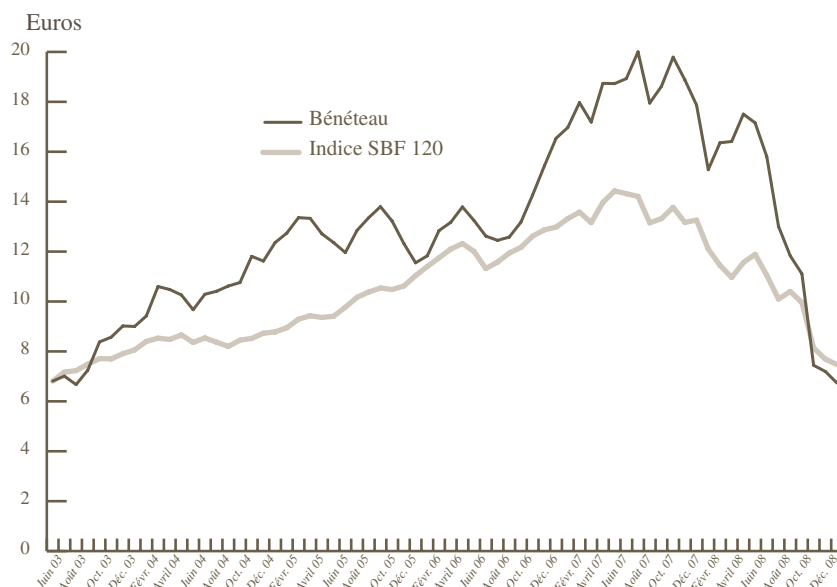
La S.A. BERI 21, Société détenue par le groupe familial, détient 55 % du capital de BÉNÉTEAU au 31 août 2008.



Identité du titre

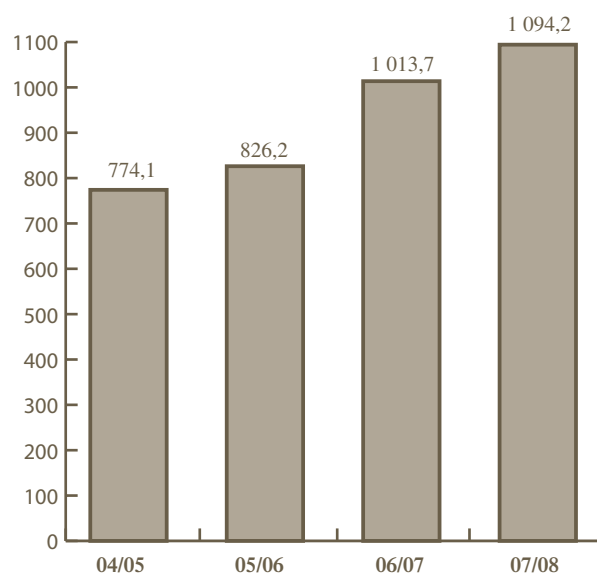
Nom de la Société	BÉNÉTEAU
Place de la cotation	Euronext Paris
Compartiment	Eurolist
	Compartiment A
Date d'admission	Mars 1984
Dénomination du titre coté	BÉNÉTEAU
Code ISIN	FR0000035164
Nominal de l'action cotée	0,10 €
Nombre de titres	87 147 200
Droit de vote	Oui
Droit au dividende ordinaire	Oui

Evolution du cours de l'action Bénéteau

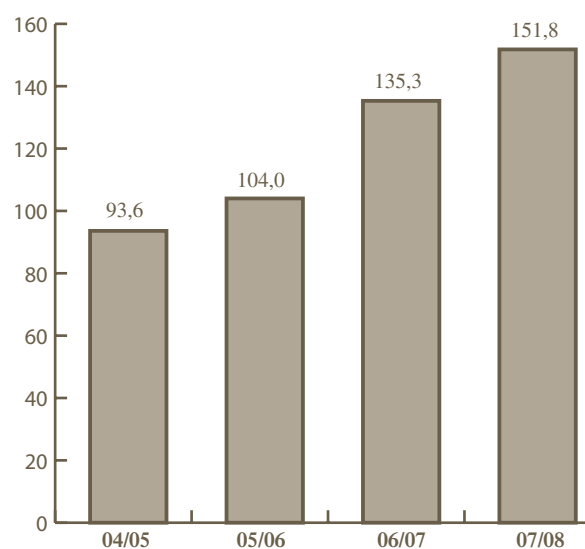


Evolution des Principaux Indicateurs

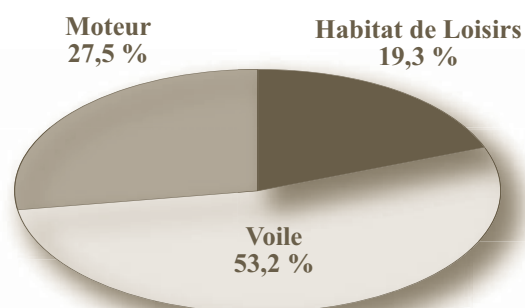
Chiffre d'affaires en M€



Résultat Opérationnel courant en M€

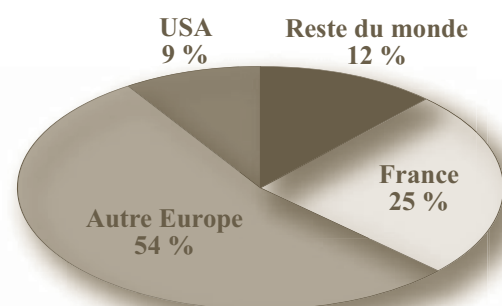


CA 2007-2008 par activité*



(*hors Wauquiez et Microcar)

Répartition géographique du CA Bateaux* 2007-2008



(*hors flotte loueurs / hors Wauquiez)

Bateaux : Bénéteau, Jeanneau, Lagoon, CNB
 Habitat de Loisirs : O'Hara, IRM

RAPPORT de GESTION DU DIRECTOIRE

GROUPE BENETEAU

Le **chiffre d'affaires** consolidé atteint 1 094,2 millions d'euros au 31/08/2008, en hausse de 7,9 %.

Cette performance, supérieure aux prévisions initiales, a été réalisée dans un environnement économique et financier déjà perturbé. Elle provient des deux activités principales du groupe.

Le **résultat opérationnel** de 158,6 millions d'euros intègre un profit de 6,8 millions d'euros correspondant aux trois opérations non courantes suivantes : la cession des sociétés Microcar et Wauquiez ainsi qu'un versement pour cinq ans à la Fondation Bénéteau.

Le **résultat opérationnel** courant s'élève à 151,8 millions d'euros et est en progression de 12,2% par rapport à l'exercice précédent.

Le **résultat net** publié s'élève à 114,4 millions d'euros. Il comprend des charges et produits non courants de 9,8 millions d'euros, correspondant aux trois opérations évoquées ci-dessus. Hors ces éléments non courants, le résultat net s'élèverait à 104,6 millions d'euros, en hausse de 11,8% par rapport à l'exercice précédent.

La trésorerie nette consolidée du groupe atteint au 31 août 2008 160 millions d'euros auxquels s'ajoutent 57,5 millions d'euros d'actions d'auto-contrôle (à leur valeur d'achat), soit une trésorerie nette retraitée s'élevant à 217 millions d'euros.

■ I - ACTIVITE ET RESULTATS OPERATIONNELS DES DIVISIONS

• Principaux indicateurs par activité

en M€	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel courant			
	2008	2007	2008		2007	
				% Ca		% Ca
BATEAUX	860,2	798,7	128,5	14,9%	117,9	14,8%
HABITAT DE LOISIRS (*)	203,6	153,8	21,7	10,7%	14,8	9,6%
AUTRES (**)	30,4	61,2	1,6	5,2%	2,6	4,2%
TOTAL	1 094,2	1 013,7	151,8	13,9%	135,3	13,3%

(*) dont IRM sur 8 mois en 2007

(**) sur 6 mois en 2008

Le **chiffre d'affaires** consolidé atteint 1 094,2 millions d'euros au 31/08/2008, en hausse de 7,9 %.

Les deux activités principales du groupe ont contribué à cette performance :

- L'activité bateaux a progressé de 7,7 %
- L'activité habitat de loisirs a réalisé une hausse de son chiffre d'affaires de 32,4 %.

A périmètre comparable (hors Wauquiez et Microcar et avec IRM sur 12 mois en 2006-2007) le chiffre d'affaires du groupe a progressé de 8,2% pour s'élever à 1 055,4 millions d'euros.

Le **résultat opérationnel courant** s'élève à 151,8 millions d'euros, en progression de 12,2% par rapport à l'année précédente.

Les deux activités du groupe contribuent à l'amélioration de la rentabilité :

- Le résultat opérationnel de l'activité bateaux progresse de 9% pour atteindre 128,5 millions d'euros, soit 14,9 % du chiffre d'affaires (contre 14,8 % l'année précédente).
- L'activité habitat de loisirs, qui représente 18,6 % du chiffre d'affaires du groupe dégage un résultat opérationnel de 21,7 millions d'euros, soit 10,7 % du chiffre d'affaires.

A périmètre comparable (hors résultats de Wauquiez et Microcar et avec IRM sur 12 mois en 2006-2007), le résultat opérationnel progresse de 9,5% pour s'élever à 151,4 millions d'euros.

a) L'activité bateaux

L'activité bateaux réalise un chiffre d'affaires de 860,2 millions d'euros sur l'exercice, soit une croissance de 7,8 %. La performance en voile (+6,3 % à taux moyen et +7,7 % à taux constant) permet au groupe de conforter son leadership mondial avec un chiffre d'affaires de 569,5 millions d'euros. L'activité bateaux à moteur poursuit sa progression, en hausse de 10,6 % à 290,7 millions d'euros. En voile comme en moteur, ces croissances sont sensiblement supérieures à celle des marchés et permettent au groupe de renforcer ses

positions. Cette réussite résulte de la puissance des marques, d'un positionnement prix dynamique ainsi que de leur capacité de création et de renouvellement de leur offre.

Le résultat opérationnel de l'activité bateaux s'élève à 128,5 millions d'euros, soit 14,9 % du chiffre d'affaires contre 14,8 % l'an dernier. Hors Wauquiez, le résultat opérationnel de l'activité bateaux s'élève à 129,6 millions d'euros et représente 15,2 % du chiffre d'affaires.

Chantiers Bénéteau	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (M€)	435,7	386,8	344,6	316,9	299,8
Résultat d'exploitation (M€)	73,4	64,7	54,2	46,4	51,8
Résultat net (M€)	45,1	41,4	36,9	30,5	35,8
Effectif moyen	2 280	2 223	2 184	2 055	1 854

Bénéteau Inc	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (MUSD)	63,9	73,0	73,7	80,9	63,7
Résultat d'exploitation (MUSD)	5,4	9,2	9,0	10,9	9,9
Résultat net (MUSD)	3,7	6,2	5,1	8,1	7,4
Effectif moyen	293	330	330	299	276

Cours de change au 31 août 2008 : 1 € = 1,4735 USD

Cours de change moyen sur l'exercice : 1 € = 1,4998 USD

Chantiers Jeanneau	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (M€)	378,2	347,6	316,0	303,4	261,0
Résultat d'exploitation (M€)	62,6	61,5	50,7	52,9	36,2
Résultat net (M€)	36,9	35,9	30,0	29,6	20,2
Effectif moyen	1 662	1 676	1 658	1 535	1 370

Jeanneau America Inc	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (MUSD)	26,5	32,7	26,5	32,5	17,9
Résultat d'exploitation (MUSD)	0,9	1,4	1,8	2,7	1,0
Résultat net (MUSD)	0,2	0,5	0,8	1,4	0,5
Effectif moyen	4,7	5,7	5,5	4,5	4,5

Cours de change au 31 août 2008 : 1 € = 1,4735 USD

Cours de change moyen sur l'exercice : 1 € = 1,4998 USD

Ostroda Yachts	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (MPLN)	137,7	139,0	131,4	101,7	89,4
Résultat d'exploitation (MPLN)	3,2	8,9	6,8	(1,7)	8,5
Résultat net (MPLN)	5,3	9,0	11,0	5,3	6,4
Effectif moyen	373	358	314	293	223

Cours de change au 31 août 2008 : 1 € = 3,3508 PLN

Cours de change moyen sur l'exercice : 1 € = 3,5206 PLN

CNB	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (M€)	120,3	99,3	85,8	73,0	55,4
Résultat d'exploitation (M€)	13,0	6,8	4,4	3,9	2,3
Résultat net (M€)	6,5	3,3	2,4	1,7	1,4
Effectif moyen	389	347	317	297	293

Wauquiez International	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (M€)	15,1	8,9	16,2	14,6	15,0
Résultat d'exploitation (M€)	(1,1)	(1,5)	0	(1,1)	(0,7)
Résultat net (M€)	(0,1) (*)	3,9 (*)	(0,6)	(1,7)	(1,0)
Effectif moyen	108	130	136	145	152

(*) après abandon de créance de 6,1 M€ accordé par Bénéteau SA en 2007 et 0,9 M€ en 2008.

N.B. : cession en septembre 2008

L'activité des filiales de commercialisation consiste à animer le réseau local des concessionnaires. De ce fait, le niveau et l'évolution de leur chiffre d'affaires ne sont pas significatifs des ventes réalisées sur leur territoire, la majorité de celles-ci étant facturée depuis la France.

Bénéteau U.K. Ltd	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (MGBP)	0,2	0,4	0,4	0,4	0,2
Résultat net (MGBP)	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2
Effectif moyen	0	0	0	0	0

Cours de change au 31 août 2008 : 1 € = 0,8050 GBP

Cours de change moyen sur l'exercice : 1 € = 0,7543 GBP

Bénéteau Espana	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (M€)	1,4	1,5	1,6	1,6	1,6
Résultat net (M€)	0,5	0,4	0,5	0,5	0,6
Effectif moyen	3	3	3	3	2

Bénéteau Italia	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (M€)	1,5	1,3	1,4	1,4	1,8
Résultat net (M€)	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7
Effectif moyen	4	4	3	3	3

Jeanneau Espana Newco	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (M€)	0,7	0,2	0,2	0,2	0,2
Résultat net (M€)	0,4	-	-	-	-
Effectif moyen	2	2	2	2	2

Jeanneau Italia	2007/2008
Chiffre d'affaires (M€)	0,7
Résultat net (M€)	0,3
Effectif moyen	2

• Les services

SGB Finance

SGB Finance, consolidée par équivalence, a accéléré sa progression en Europe, notamment en France, Italie et

Espagne. Le résultat net s'élève à 1 816 K€ (part du groupe), contre 1 570 K€ l'exercice précédent.

European Yacht Brokerage – EYB

Cette société propose aujourd'hui en moyenne 5 200 bateaux et bénéficie de 150 contacts qualifiés par jour. Plus d'un million cent mille visiteurs ont cette année consulté le site www.eyb.fr.

Sur l'année, 2 720 bateaux ont été vendus par les adhérents EYB en Europe.

EYB	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (M€)	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Résultat net (M€)	-	-	-	-	-
Effectif moyen	4	4	4,6	3,8	3,3

BJ Technologie

Cette société est filiale des Chantiers Bénéteau et Jeanneau. Depuis le 1^{er} septembre 2007, elle constitue le centre de recherche et développement de l'activité bateaux du groupe.

Par ailleurs, BJ Technologie est commissionnaire à l'achat et pour activité la gestion des achats et de la logistique pour le compte de ses actionnaires.

BJ Technologie	2007/2008	2006/2007
Chiffre d'affaires (M€)	356,1	1,2
Résultat net (M€)	-	(0,4)
Effectif moyen	126	4

Autres sociétés

Préalablement à la cession de Wauquiez International, la SCI Nautilus propriétaire des locaux exploités par cette dernière, est devenue filiale à 100% de Bénéteau SA.

Nautilus	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (M€)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Résultat net (M€)	-	(0,1)	-	-	-
Effectif moyen	0	0	0	0	0

b) L'activité habitat de loisirs

L'activité habitat de loisirs réalise au cours de la période un chiffre d'affaires de 203,6 millions d'euros en progression de 32,4%, soit une hausse de 10,6% à périmètre comparable. Cette croissance prend appui sur la poursuite de l'essor de l'habitat de loisirs en France et la réussite de l'intégration d'IRM, société entrée dans le groupe au cours de l'exercice 2007.

Le résultat opérationnel courant de l'activité habitat de loisirs ressort à 21,7 millions d'euros contre 14,8 millions d'euros l'année précédente.

O'Hara	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (M€)	63,3	58,8	43,9	42,6	37,0
Résultat d'exploitation (M€)	6,6	5,6	4,0	3,8	2,3
Résultat net (M€)	3,3	3,0	1,7	1,9	1,9
Effectif moyen	300	274	256,3	247,5	215,4

O'Hara Vacances	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (M€)	7,2	4,8	3,7	3,0	1,7
Résultat d'exploitation (M€)	0,1	0,3	(0,2)	(0,2)	(0,5)
Résultat net (M€)	0,1	0,3	(0,2)	(0,2)	(0,5)
Effectif moyen	9	7	6	5	4,2

L'exercice 2007-2008 est la première période de 12 mois d'intégration de l'activité de IRM. En effet, ce sous groupe est intégré dans les comptes consolidés depuis le 1^{er} janvier 2007, soit, au titre de l'exercice 2006-2007, sur une période de 8 mois.

Sur la période 2007-2008, IRM a dégagé un chiffre d'affaires de 139,2 millions d'euros et un résultat opérationnel de 16,8 millions d'euros, soit 12,1 % du chiffre d'affaires.

IRM	2007/2008	2006/2007
Chiffre d'affaires (M€)	146,7	98,3
Résultat d'exploitation (M€)	17,7	13,1
Résultat net (M€)	10,4	6,9
Effectif moyen	450	441

JJ Trans	2007/2008	2006/2007
Chiffre d'affaires (M€)	9,9	6,6
Résultat d'exploitation (M€)	1,1	1,0
Résultat net (M€)	0,7	0,6
Effectif moyen	17	17

Financière Mercure	2007/2008	2006/2007
Chiffre d'affaires (M€)	2,2	1,6
Résultat net (M€)	(2,1)	(0,9)
Effectif moyen	6	6

Bordeaux Loisirs	2007/2008	2006/2007
Chiffre d'affaires (M€)	0	0
Résultat net (M€)	0	0
Effectif moyen	0	0

NB : sur 8 mois en 2006-2007, car les sociétés ont été intégrées à compter du 1^{er} janvier 2007.

c) Autres activités

Véhicules sans permis Microcar

Le groupe Bénéteau ayant cédé le contrôle du sous groupe Microcar au 1^{er} mars, l'activité des véhicules sans permis est présenté sur 6 mois seulement.

Microcar	2007/2008 (*)	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (M€)	30,4	59,1	51,8	46,8	50,2
Résultat d'exploitation (M€)	1,5	3,1	2,1	(1,0)	0,5
Résultat net (M€)	1,6	1,5	1,4	(2,0)	0,1
Effectif moyen	155	152	151	151	144,5

Microcar Italia	2007/2008 (*)	2006/2007	2005/2006	2004/2005	2003/2004
Chiffre d'affaires (M€)	3,8	7,3	6,5	5,2	7,7
Résultat net (M€)	-	0	(0,3)	(0,5)	(0,1)
Effectif moyen	6	6	8	6	5

Microcar Allemagne	2007/2008 (*)	2006/2007	2005/2006	2004/2005
Chiffre d'affaires (M€)	0,3	0,9	0,9	0,9
Résultat net (M€)	-	(0,2)	-	-
Effectif moyen	1	1	2	2

Microcar Autriche	2007/2008 (*)	2006/2007	2005/2006
Chiffre d'affaires (M€)	2,3	4,5	2,1
Résultat net (M€)	0,1	0,1	-
Effectif moyen	6	6	5

(*) sur 6 mois

■ II - DU RESULTAT OPERATIONNEL COURANT AU RESULTAT NET

a) Du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel

Le résultat opérationnel de 158,6 millions d'euros intègre un profit de 6,8 millions relatif aux trois opérations suivantes :

- résultat de cession de Microcar : +16,9 millions d'euros
- résultat de cession de Wauquiez : (-) 7,1 millions d'euros
- versement d'un don à la
Fondation Bénéteau : (-) 3,0 millions d'euros

b) Le résultat financier

en M€	2007/2008	2006/2007
Résultat financier	2,5	2,8
Dont		
- résultat de change	(2,4)	+0,7
- produits nets de placement	+4,9	+2,1

La perte de change de 2,4 millions d'euros en 2007/2008 résulte principalement de la forte baisse de la livre sterling contre l'euro.

Le groupe couvre son risque de change commercial (en USD, GBP et PLN) en procédant à des opérations de change à terme.

Au 31 août 2008, les ventes à terme suivantes étaient en cours, contre euros :

- 25 105 KUSD au taux moyen pour 1 € de 1,5097 USD
- 1 315 KGBP au taux moyen pour 1 € de 0,7980 GBP

Le groupe n'utilise aucun instrument de gestion et de couverture de taux d'intérêt.

c) Le résultat net

Le résultat net part du groupe atteint 114,4 millions d'euros, en croissance de 22,2%. Hors opérations non courantes de 9,8 millions d'euros net d'impôt, le résultat net s'élève à 104,6 millions d'euros (soit 9,6% du chiffre d'affaires), contre 93,6 millions d'euros (soit 9,2% du chiffre d'affaires) l'année précédente. Il enregistre une progression de 11,8%.

Le résultat net du groupe comprend la constatation d'un effet impôt de 48,5 millions d'euros, faisant ressortir un taux effectif de 30,1 %.

■ III - STRUCTURE FINANCIERE

Les éléments constituant la structure financière du groupe et présentés ci-dessous sont retraités des opérations non courantes. En cela, ils diffèrent de ceux présentés en annexes.

a) La marge brute d'autofinancement

La marge brute d'autofinancement a progressé de 8,6 % en 2007/2008 à 144,3 millions d'euros (contre 132,9 millions d'euros en 2006/2007). Retraité des opérations non courantes, elle s'élève à 146,7 millions d'euros.

Elle se décompose ainsi :

en M€	2007/2008	2006/2007
Résultat net (hors sociétés mises en équivalence)	102,8	92,0
Dotation aux amortissements	40,6	39,2
Dotations nettes aux provisions	3,5	4,2
Impôts différés	(0,6)	(2,6)
Plus ou moins values de cession	0,4	0,1
Marge brute d'autofinancement	146,7	132,9

En raison du passage aux normes IFRS, le groupe a inscrit au bilan, avec les moules auxquels ils se rattachent, les frais de développement concourant à leur réalisation. A ce titre, les dotations aux amortissements s'élèvent à 4,0 millions d'euros en 2007/2008 et 3,5 millions d'euros en 2006/2007.

b) Le tableau de financement

Le groupe a une situation de trésorerie nette positive au 31/08/2008 de 159,8 millions d'euros, après déduction des dettes financières (10,3 millions d'euros de comptes courants d'associés et 0,1 de dettes financières diverses) ainsi que des emprunts liés à un contrat de crédit-bail (0,2 millions d'euros). La trésorerie a évolué de la façon suivante :

en M€	2007/2008	2006/2007
Marge brute d'autofinancement	146,7	132,9
Variation du BFR d'exploitation	(64,3)	44,7
Variation du BFR hors exploitation	(13,4)	2,4
Variation de périmètre (1)	1,0	(59,8)
Investissements	(72,6)	(51,0)
Dividendes	(32,5)	(24,3)
Autres (2) (3)	(29,5)	0,3
Variation de trésorerie (3)	(64,6)	45,2
Trésorerie à l'ouverture (4)	224,4	179,2
Trésorerie à la clôture (4)	159,8	224,4
Actions en autocontrôle	57,5	
Trésorerie nette retraitée à la clôture	217,3	

(1) dont 1^{ère} intégration de IRM, 60 M€ en 2006-2007 et sortie de Wauquiez / Microcar en 2007-2008

(2) principalement constitué des mouvements sur actions propres

(3) hors variation des dettes financières (comptes courants d'associés et emprunts sur crédit-bail)

(4) après dettes financières (comptes courants d'associés et emprunts sur crédit-bail)

Il faut rappeler que la trésorerie nette du groupe suit la forte saisonnalité de son activité et qu'au bilan du 31 août elle est proche de son niveau mensuel le plus élevé. La trésorerie moyenne annuelle est sensiblement inférieure à celle qui apparaît au bilan du 31 août.

c) Le BFR d'exploitation

en M€	2007/2008	2006/2007	variation
Bateaux	1,3	(48,8)	50,1
Habitat de loisirs	31,7	25,3	6,4
Autres	(8,2)	(3,9)	(4,3)
BFR d'exploitation Bilan	24,8	(27,4)	52,2
Déconsolidation Wauquiez et Microcar	12,1		12,1
Variation BFR d'exploitation selon le tableau de financement			64,3

Le BFR de l'activité Bateaux au 31 août 2008 est proche de son niveau normatif, voisin de zéro. Le BFR 2007 était typique en raison de la situation bilancielle exceptionnellement favorable sur les dettes.

La hausse du BFR de l'activité Habitat de loisirs résulte de la croissance du chiffre d'affaires et d'une faible augmentation des délais de règlements clients.

d) Les investissements

Les principaux projets industriels ont concerné l'usine de Bénétteau du Poiré sur Vie, l'usine de prototype de l'activité

bateau et l'extension des usines de CNB à Bordeaux par l'acquisition d'un terrain.

en M€	2007/2008	2006/2007
Investissements matériels	74,7	51,1
Variation des dettes sur immobilisations	(2,1)	(2,5)
Investissements nets	72,6	48,6
Investissements industriels	39	27,1
Investissements produits	30,8	19,2
Informatique	2,8	2,3
Investissements nets	72,6	48,6

L'accélération du renouvellement des produits et des extensions de gamme explique l'accroissement des investissements produits de 2008 par rapport à 2007.

■ IV - AUTRES INFORMATIONS

a) La recherche et le développement

Le groupe Bénétteau développe, déjà depuis plusieurs exercices, une politique environnementale basée sur les 3 axes suivants :

- I – La pérennisation de la conformité réglementaire des sites de production.
- II – La diminution des impacts environnementaux de ses activités.
- III – La diminution de l'impact environnemental de ses produits.

I – La pérennisation de la conformité réglementaire des sites de production

Pour assurer cette pérennisation, le groupe Bénétteau a entamé depuis 2003, une démarche de certification ISO 14001 de ses filiales en charge de la production.

Ainsi, à ce jour :

- Chantiers Bénétteau et Chantiers Jeanneau sont certifiés ISO 140001 pour l'ensemble de leurs sites de fabrication. Le périmètre de cette certification ne concerne que la production.
- O'HARA est certifiée ISO 14001 pour la production et la conception de ses produits.

Les autres sociétés du groupe bénéficient de cette démarche grâce à l'uniformisation et le déploiement dans ces sociétés des procédures mises en place pour la gestion de l'environnement dans les sociétés certifiées.

II – La diminution des impacts environnementaux de ses activités

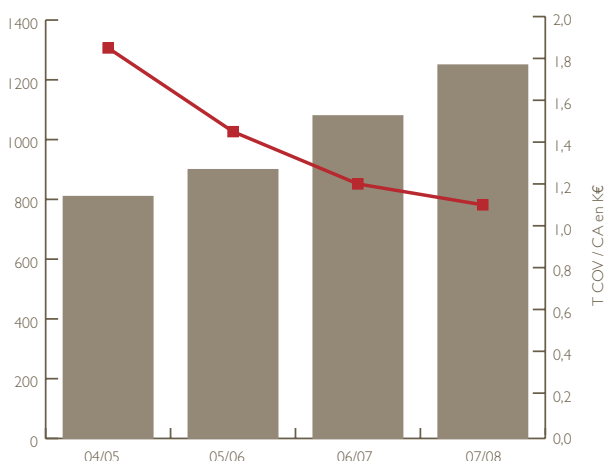
Depuis plusieurs années, le groupe Bénéteau diminue ses principaux impacts environnementaux :

- les émissions de COV
- sa production de déchets

Les émissions de COV ont été diminuées et maîtrisées grâce à la mise en place d'un important programme de recherche sur les produits et processus de transformation émetteur de COV (substitution de produits par des produits moins émissifs, développement et industrialisation de processus de mise en œuvre non émissifs ; injection, vernissage, UV..)

Ce programme a permis au groupe de diminuer son niveau d'émission de COV sur les exercices 2004/2005, 2005/2006, 2006/2007 et 2007/2008, tout en ayant un chiffre d'affaires en forte progression consécutif à une forte activité.

Groupe BENEATEAU
Evolution des émissions de COV en fonction du CA



Concernant la gestion des déchets, le groupe Bénéteau maintient un niveau de valorisation des déchets DIB de l'ordre de 60 %.

III – La diminution de l'impact environnemental de ses produits

Cet aspect de la politique environnementale du groupe est décliné de manière très différente suivant le produit concerné. Pour exemple, pour l'activité "Bateaux", cet aspect de la politique environnementale se traduit par :

- Le développement de la motorisation hybride (Lagoon 420),
- L'utilisation de bois reconstitué en substitution des essences fines,
- La certification "Label Bleu" pour l'ensemble des bateaux de la branche plaisance.

Pour l'activité "Habitat de loisir", cet aspect de la politique environnementale se traduit par :

- L'utilisation sur ses produits en standard d'ampoules à faible consommation d'énergie pour les éclairages,
- L'utilisation sur ses produits, en standard d'équipements limitant la consommation en eau.

Dans tous les cas, ces évolutions reposent sur d'importants programmes de recherche, et, profitent avant tout aux clients.

La politique environnementale du groupe est déclinée dans l'ensemble des sociétés du groupe. Les sociétés certifiées ISO 14001 ont intégré cette déclinaison dans la "Déclaration environnement et qualité".

Par ce biais, tous les opérateurs sont associés à la politique environnementale du groupe.

Pour l'exercice 2007/2008, les chiffres qui permettent de mesurer l'impact environnemental du groupe sont les suivants :

Émission COV :	1 285 t
Consommation eau :	114 545 m ³
Consommation énergie :	81 131 756
Électricité :	43 239 776
Gaz naturel :	37 891 980

Tonnage déchets industriels non valorisés :	5 622
Tonnage déchets industriels valorisés :	7 416
Pourcentage de déchets valorisés :	57 %
Tonnage de déchets industriels spéciaux non valorisés :	1 650
Tonnage de déchets industriels spéciaux valorisés :	342

b) Informations sociales

Le groupe Bénéteau a toujours agi en acteur économique, responsable et respectueux de ses collaborateurs. Sa démarche consiste en la recherche d'un équilibre entre la pérennité économique et le respect des Hommes et des Femmes participant à son développement sans oublier son impact dans le domaine environnemental.

Au 31 août 2008

Au 31 août 2008, le groupe Bénéteau compte au total 5 974 salariés (hors intérim) à travers le monde répartis ainsi :

	2007/2008 (*)	2007/2008	2006/2007
France	4 562	4 661	4 495
Autre Europe	383	383	367
USA	256	256	335
Bateaux	5 201	5 300	5 197
Habitat de loisirs	773	773	735
France	0	148	150
Autre Europe	0	12	13
Autres activités	0	160	163
TOTAL	5 974	6 233	6 095

(*) hors Microcar et Wauquiez

Au cours de l'exercice, le groupe a augmenté ses effectifs de 138 emplois permanents, avant cession de Wauquiez et Microcar. La sortie de ces deux sociétés implique une diminution de l'effectif du groupe de 259 salariés au 31 août 2008.

Répartition par catégorie (hors intérim) :

	2007/2008 (*)	2007/2008	2006/2007
Ouvriers	4 651	4 808	4 701
Employés / Techniciens / Agents de maîtrise	980	1 043	1 015
Cadres et Assimilés	343	382	379
Effectif hors intérim	5 974	6 233	6 095

(*) hors Microcar et Wauquiez

En 2007/2008, avant cession de Microcar et Wauquiez, le nombre d'ouvriers a progressé de 2,3%, les ETAM et les Cadres et assimilés de 2,2%.

Sur cette même période, l'emploi féminin, qui représente 27,6 % des effectifs, est en augmentation de 6%.

Effectif moyen 2007/2008

L'effectif moyen (y compris l'intérim) est réparti de la façon suivante par activité :

	2007/2008	2006/2007
Bateaux	6 364	6 034
Habitat de loisirs	1 046	957
Autres activités	209	197
Effectif moyen total (dont intérim)	7 619	7 188

L'activité saisonnière du groupe le conduit à avoir recours au personnel intérimaire. En moyenne au cours de l'exercice, 1 393 intérimaires ont travaillé au sein du groupe (1 129 pour l'activité Bateaux et 264 pour l'activité Habitat de loisirs) contre 1 168 l'exercice passé.

Le montant de l'intéressement et de la participation au 31 août 2008 s'élève à 22,7 millions d'euros.

■ V - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement de nature à modifier l'image des opérations de l'exercice 2007/2008 n'est intervenu entre la date de clôture et la date de rédaction du présent rapport.

En vue de fluidifier la structure de la division Bateaux du groupe Bénéteau, auquel Chantiers Jeanneau et Chantiers Bénéteau appartiennent, il est envisagé une réorganisation juridique interne par voie de fusion-absorption au terme de laquelle la société BJ Technologie absorbera d'une part Chantiers Bénéteau et d'autre part Chantiers Jeanneau, ces deux dernières détenant chacune 50% de la société absorbante.

Cette opération, qui devrait intervenir fin janvier 2009 avec un effet rétroactif au 1^{er} septembre 2008, ne modifiera pas de façon significative les organisations internes de fonctionnement et n'aura aucun impact sur la stratégie des marques Bénéteau et Jeanneau vis à vis de l'extérieur.

■ VI - PERSPECTIVES

La crise financière et bancaire, qui a coïncidé avec le début de la saison nautique 2008-2009, impacte le secteur de la plaisance et ne permettra pas au groupe de compenser le retard subi sur des mois traditionnellement très fort. Le niveau de cette baisse dépendra du rythme de retour de la confiance que les salons d'hiver permettront de mesurer de façon plus précise.

BENETEAU S.A.

Principaux niveaux de résultat

BENETEAU S.A., holding de tête du groupe Bénéteau, a une activité non significative au regard de ses filiales industrielles.

Ses principaux niveaux de résultat sont les suivants :

en M€	2007/2008	2006/2007
Chiffre d'affaires	11,2	9,2
Résultat d'exploitation	0,6	(0,4)
Résultat financier	73,9	40,6
Résultat net	73,1	37,2

Au cours de l'exercice, Bénéteau S.A. a perçu 79,2 millions d'euros de dividendes de Chantiers Bénéteau S.A., Chantiers Jeanneau S.A., CNB S.A., Microcar SAS et O'Hara S.A.

La situation nette bancaire globale de la société s'élève à (-)28,8 millions d'euros au 31 août 2008.

Autres éléments

A notre connaissance, aucune personne physique ou morale, à l'exception de Béri 21 S.A., ne détient plus de 5 % du capital de Bénéteau S.A.

Les dépenses visées à l'article 39-4 du C.G.I. se sont élevées, pour l'exercice, à la somme de 14 204 €.

Aucune délégation pour augmentation de capital n'a été donnée sur l'exercice par l'assemblée générale.

Au cours de l'exercice, la société a procédé aux achats et ventes d'actions Bénéteau dans les conditions suivantes :

- des achats pour un total de 2 817 097 actions au cours moyen de 14,14 €
- des ventes pour un total de 550 144 actions au cours moyen de 17,81 €
- des frais de négociation : 116 K€.

Parallèlement, il a été procédé à des levées de stock options par les salariés pour un total de 108 513 actions au cours moyen d'exercice de 5,35 € et à des attributions définitives d'actions gratuites pour 57 500 actions.

Ainsi, le solde au 31 août 2008 est de 5 570 090 actions au nominal de 0,10 €, représentant 6,39 % du capital, soit 5,68% en actions propres et 0,71% en actions attribuées. La valeur au bilan s'élève à 57 513 K€ et la valeur au 31 août 2008, déterminée sur la base de la moyenne des cours de bourse d'août 2008, s'élève à 65 916 K€.

Les motifs des acquisitions entrent dans le cadre du programme de rachat d'actions propres approuvé par les Assemblées Générales du 20 juillet 2006 et du 22 juin 2007.

Affectation du résultat

Pour l'exercice 2007/2008, il est proposé d'affecter le résultat net de l'exercice de 73 074 354,98 €, augmenté de 1 496 041,00 € de "Report à nouveau" antérieur de la manière suivante :

- Dividendes : 37 473 296,00 €
- Autres Réserves : 37 097 099,98 €

La part de bénéfice correspondant aux dividendes non versés à raison des actions propres détenues par la société lors de la mise en paiement sera affectée au compte Report à nouveau.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Directoire pour procéder à la mise en paiement d'un dividende de 0,43 € pour chacune des 87 147 200 actions de 0,10 € nominal. Ce dividende est éligible à l'abattement.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices se sont élevés aux sommes suivantes :

	2004/2005	2005/2006	2006/2007
Nominal de l'action	0,50 €	0,50€	0,10 €
Nombre d'actions	17 429 440	17 429 440	87 147 200
Dividende	1,320 €	1,480 €	0,390 €
Dividende équivalent (*)	0,264 €	0,296 €	

(*) tenant compte de la division du nominal par 5

RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES – BENETEAU S.A.

Montants en €	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Capital en fin d'exercice					
Capital social	8 714 720	8 714 720	8 714 720	8 714 720	8 714 720
Nombre d'actions	17 429 440	17 429 440	17 429 440	87 147 200	87 147 200
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	7 010 724	7 679 553	8 161 088	9 164 853	11 177 989
Résultat avant impôts, participation et intéressement des salariés, amort. et prov.	44 455 601	26 838 305	44 711 965	38 485 400	79 616 396
Impôts sur les bénéfices	1 178 761	308 633	53 965	4 381 900	(268 228)
Participation et intéressement des salariés	123 030	168 001	217 009	154 940	214 029
Résultat net	40 013 673	23 989 688	43 383 568	37 219 231	73 074 355
Résultat distribué	21 438 211	23 006 861	25 795 571	33 987 408	37 473 296
Résultats par action					
Résultat après impôts, participation et intéressement, mais avant amortissements et provisions	2,48	1,51	2,55	0,39	0,87
Résultat net	2,30	1,38	2,49	0,43	0,84
Dividende attribué à chaque action	1,23	1,32	1,48	0,39	0,43
Personnel					
Effectif moyen des salariés	23,6	25,4	27,3	22,6	24,9
Montant de la masse salariale	1 728 645	2 185 617	2 377 233	2 055 168	2 556 721
Montant des sommes versées au titre d'avantages sociaux	804 329	1 005 817	872 485	878 741	1 135 626

Liste et rémunérations des mandataires sociaux

Les rémunérations des dirigeants sont fixées par le conseil de surveillance sur proposition du comité des rémunérations. Les éléments de rémunération variable sont déterminés en fonction des résultats atteints.

Les membres du directoire et du conseil de surveillance ont obligation de conserver les actions attribuées pendant deux ans à compter de la date d'attribution définitive.

Il n'existe pas d'engagement d'indemnités de fin de contrat de travail pour les dirigeants.

Le groupe s'est engagé à se référer au code de gouvernement d'entreprise AFEP – MEDEF.

Mme ROUX Annette

Jetons de présences versés dans le groupe : 96 365 €
Rémunération brute versée dans le groupe : 130 000 € fixe
Mandats :

- Président du CS de BERI 21 S.A.
- Vice-Président du CS de BENETEAU S.A.
- Administrateur de CNB S.A.
- Administrateur de O'HARA S.A.
- Administrateur de CHANTIERS BENETEAU S.A.
- Administrateur de CHANTIERS JEANNEAU S.A.
- Président du CA et DG de BERI 3000 S.A.
- Gérant de BERI 210 SARL
- Administrateur de BENETEAU ESPANA S.A.
- Président de la Fondation BENETEAU
- Administrateur de L'OREAL

Mr CATHELINAIS Bruno

Jetons de présences versés dans le groupe : 50 365 €
Rémunération brute versée dans le groupe : 312 000 € fixe,
270 540 € variable (base ex. 2006/2007)

Mandats :

- Président du Directoire de BENETEAU S.A.
- Président du CA de CHANTIERS BENETEAU S.A.
- Président du CA et DG de CHANTIERS JEANNEAU S.A.
- Président du CA de O'HARA S.A.
- Président de BJ TECHNOLOGIE S.A.S.
- Administrateur de CNB S.A.
- Président du CS de Financière Mercure S.A.S.
- Administrateur de SGB Finance S.A.
- Représente BENETEAU S.A., Président de EYB S.A.S.
- Chairman BENETEAU USA Inc
- Chairman BENETEAU Inc
- Director BENETEAU UK
- Représente Chantiers Jeanneau S.A., Administrateur de Jeanneau Espana Newco
- Administrateur de CIO S.A.

Mr LYON-CAEN Yves

Jetons de présences versés dans le groupe : 65 219 €
Rémunération brute versée dans le groupe : 312 000 € fixe,
286 523 € variable (base ex. 2006/2007)

Mandats :

- Président du Directoire de BERI 21 S.A.
- Président du CS de BENETEAU S.A.
- Administrateur de CHANTIERS BENETEAU S.A.
- Administrateur de CHANTIERS JEANNEAU S.A.
- Administrateur de CNB S.A.
- Membre du CS de Financière Mercure S.A.S.
- Administrateur de BENETEAU ITALIA S.R.L.
- Président de BH S.A.S.U.
- Administrateur de BERI 3000 S.A.
- Gérant de BERI 75 SARL
- Administrateur de la Fondation BENETEAU
- Gérant de SCI ODYSSEY
- Administrateur de UNIBAIL-RODAMCO S.A.

Mr GUST Dieter

Jetons de présences versés dans le groupe : 10 073 €
Rémunération brute versée dans le groupe : 147 345 € fixe,
105 148 € variable (base ex. 2006/2007)

Mandats :

- Membre du Directoire de BENETEAU S.A.
- Président du CA et DG de CNB S.A.
- Président de WAUQUIEZ INTERNATIONAL S.A.S.
- Gérant de NAUTILUS SCI
- Représente CNB S.A., Administrateur de Pêche Viet Nam

Mr POLONIATO Bruno

Rémunération brute versée dans le groupe : 136 802 € fixe, 32 861 € variable (base ex. 2006/2007)

Mandats :

- Membre du Directoire de BENETEAU S.A.
- Représente BENETEAU S.A., administrateur de CNB S.A.
- Administrateur de SGB Finance
- Vice-Président du CS de Financière Mercure S.A.S.
- Vice Président de BENETEAU ITALIA S.R.L.
- Vice Président de JEANNEAU ITALIA S.R.L.
- Chairman de JEANNEAU INC
- Vice-Président de BENETEAU ESPANA S.A.

Mr BENETEAU Yvon

Jetons de présences versés dans le groupe : 55 146 €

Rémunération brute versée dans le groupe : 91 020 € fixe, 67 650 € variable (base ex. 2006/2007)

Mandats :

- Membre du Directoire de BERI 21 S.A.
- Membre du CS de BENETEAU S.A.
- Administrateur de CHANTIERS JEANNEAU S.A.
- Administrateur de CHANTIERS BENETEAU S.A.
- Administrateur de la Fondation BENETEAU
- Président de NOVY 6 S.A.S.
- Gérant de NOVYCAT S.A.R.L.

Mr DUPE Luc

Jetons de présences versés dans le groupe : 35 000 €

Rémunération brute versée dans le groupe : 91 020 € fixe, 67 650 € variable (base ex. 2006/2007)

Mandats :

- Membre du Directoire de BERI 21 S.A.
- Membre du CS de BENETEAU S.A.
- Représente BENETEAU S.A., administrateur de CHANTIERS BENETEAU S.A.
- Représente BENETEAU S.A., administrateur de CHANTIERS JEANNEAU S.A.
- Représente BENETEAU S.A., administrateur de O'HARA S.A.
- DGD de ELMA associés S.A.S.

Mr GONNORD Yves

Jetons de présences versés dans le groupe : 35 000 €

Mandats :

- Membre du CS de BENETEAU S.A.
- Président du CS de FLEURY MICHON S.A.
- Président de Société Holding de Contrôle et de Participations S.A.S.
- Gérant de Société Civile Agricole de la Brosse
- Administrateur représentant permanent de Placinvest CIO

Mr DE LABRIFFE Christian

Jetons de présences versés dans le groupe : 35 000 €

Mandats :

- Membre du CS de BENETEAU S.A.
- Gérant associé de ROTHSCHILD & Cie (SCS)
- Gérant associé de ROTHSCHILD & Cie Banque (SCS)
- Président de TRANSACTION R (SAS)
- Président de FINANCIERE RABELAIS (SCA)
- Président du CA de MONTAIGNE RABELAIS
- Administrateur de CHRISTIAN DIOR COUTURE S.A.
- Administrateur de CHRISTIAN DIOR S.A. PARIS
- Membre du CS de PARIS ORLEANS S.A.

Mr DELANNOY Eric

Jetons de présences versés dans le groupe : 35 000 €

Mandats :

- Membre du CS de BENETEAU S.A.
- Gérant de TALENTS ONLY S.A.R.L.

Mr CAUSSIN Jean-Louis

Jetons de présences versés dans le groupe : 35 000 €

Mandats :

- Membre du CS de BENETEAU S.A.
- Gérant de GOTCHA E.U.R.L.

Opérations sur actions réalisées par les mandataires sociaux

I. Options d'Achats d'Actions

Etat des options d'achats d'actions attribuées au 31-08-2008

Date attribution	Nombre d'actions attribuées	Date échéance	Prix d'exercice	Options exercées avant 2007-2008	Options exercées en 2007-2008	Options non exercées au 31-08-2008
03-10-2001	450.000	03-10-2011	5,96	278.675	21.653	149.672
13-02-2003	450.000	13-02-2013	6,456	113.000	86.860	250.140
30-08-2006	72.500	30-08-2016	12,564	0	0	72.500

Options consenties au cours de l'exercice 2007-2008 aux mandataires sociaux

Néant

Options exercées au cours de l'exercice 2007-2008 par les mandataires sociaux

Nom	Nombre D'options exercées	Prix d'exercice
Yves LYON-CAEN	20.000	6,456

2. Attributions Gratuites d'Actions

Etat des attributions gratuites d'actions attribuées au 31-08-2008

Date d'attribution	Nombre d'actions attribuées	Valeur des actions attribuées
30-08-2005	42.500	13,10
30-08-2006	57.500	13,00
29-08-2007	148.440	17,67

Attributions gratuites d'actions consenties au cours de l'exercice 2007-2008 aux mandataires sociaux

Néant

Attributions gratuites d'actions attribuées définitivement au cours de l'exercice 2007-2008 aux mandataires sociaux

Néant

3. Opérations réalisées par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2007-2008

Nom	Nature de l'opération	Date de réalisation	Nombre de titres	Montant
Dieter GUST	Cession	07-09-2007	2.000	37.000 €
Yves LYON-CAEN	Levée s.o.	01-12-2007	20.000	129.120 €

RAPPORT du DIRECTOIRE

sur la partie EXTRAORDINAIRE

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Dans le prolongement des délibérations du Directoire et du Conseil de Surveillance des 5 et 6 Novembre 2008, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte, conformément à la loi et aux statuts de votre société, afin de délibérer, d'une part, sur la partie ordinaire annuelle, et d'autre part, sur les sujets particuliers suivants :

Renouvellement du Programme de rachat d'actions & autorisations liées

La société BENETEAU souhaite pouvoir renouveler le programme de rachat de ses propres actions dans le prolongement des autorisations qui ont déjà été approuvées au moins tous les 18 mois par l'Assemblée des actionnaires réunis aux dates suivantes :

- 5 février 1999
- 31 août 2000
- 1^{er} février 2002
- 17 juillet 2003
- 28 janvier 2005
- 20 juillet 2006
- 22 juin 2007

Pour rappel, dans le cadre de la précédente autorisation, il a été procédé sur la période du 22 juin 2007 au 22 décembre 2008 à :

- des achats pour un total de 3.843.747 actions, soit un montant total de 50.104.072 € et un cours moyen de 13,035 €
- des ventes pour un total de 588.094 actions, soit un montant total de 10.533.171 € et un cours moyen de 17,91 €
- des transferts pour un total de 218.413 actions, soit un montant total de 751.750 € et un cours moyen de 3,44 €

Les opérations effectuées sur le titre dans le cadre du contrat de liquidité ont représenté :
770.594 achats et 588.094 ventes.

Ceci portant le total de l'autocontrôle au 22 décembre 2008 à 6.483.590 actions, soit 7,44 % du capital, réparti de la façon suivante :

- contrat de liquidité conclu avec un PSI agissant de manière indépendante : 182.500 actions

- attribution aux salariés ou mandataires sociaux sous forme d'options d'achat d'actions : 467.312 actions
- attribution gratuites aux salariés ou mandataires sociaux : 204.440 actions
- conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe : 5.629.338 actions

Le Directoire vous propose donc de renouveler l'autorisation, pour une nouvelle durée de 18 mois, de faire acheter par la société ses propres actions, dans la limite de 10 % du capital social, pour un investissement maximal théorique de 40 M€, au prix maximum d'achat fixé à 18 €.

Les objectifs de ce programme de rachat, par ordre de priorité décroissant, restent identiques :

- l'animation du marché des actions par un prestataire de services d'investissement, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI,
- l'attribution aux salariés ou mandataires sociaux de la société ou de son groupe, sous forme d'options d'achat d'actions et / ou d'actions gratuites, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée Générale Mixte des résolutions correspondantes,
- la cession d'actions aux salariés de la société ou de son groupe, dans le cadre d'un ou plusieurs plans d'épargne entreprise créés dans les sociétés du groupe, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée Générale Mixte de la résolution correspondante,
- la conservation et remise des actions en paiement ou en échange, dans le cadre d'opérations financières ou de croissance externe dans le cadre de la réglementation boursière,
- l'annulation d'actions en vue d'optimiser le résultat par action et d'optimiser la rentabilité des fonds propres, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée Générale Mixte de la résolution correspondante.

Cette autorisation annulerait et remplacerait la précédente.

Les actions affectées à des objectifs non réalisés où liés à un changement de stratégie au cours du programme de rachat, sont susceptibles d'être cédées dans le cadre d'un mandat de cession conclu avec un PSI agissant de manière indépendante, où d'être réaffectées à l'annulation dans le cadre des textes réglementaires.

Le Descriptif du Programme de rachat d'actions propres est mis à la disposition des actionnaires 15 jours avant l'assemblée, notamment sur le site internet de la société.

RAPPORT du CONSEIL de SURVEILLANCE

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Le Conseil de Surveillance a régulièrement été informé par le Directoire de l'évolution de la marche du groupe et a exercé les missions qui lui ont été confiées par la loi et les statuts.

Il a notamment examiné les comptes sociaux de BENETEAU S.A., ainsi que les comptes consolidés du groupe BENETEAU, arrêtés au 31 Août 2008, et n'a pas d'observations particulières à formuler sur ces documents.

Le Rapport de gestion du Directoire n'appelle, lui non plus, aucune observation de notre part.

De même pour le Rapport sur la partie Extraordinaire de l'Assemblée.

Votre Conseil vous invite donc à approuver les documents qui vous sont ici présentés ainsi que les résolutions qui vous sont proposées.

Fait à Saint Gilles Croix de Vie, le 6 Novembre 2008

Le Président du Conseil de Surveillance

RAPPORT du PRESIDENT

sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance

et le contrôle interne

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L.225-68 du Code de commerce, complété par la loi n° 2003-706 de Sécurité Financière du 2 août 2004, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre Conseil de Surveillance au cours de l'exercice clos le 31 août 2008
- des procédures de contrôle interne mises en place par la société.

I - Préparation et organisation des travaux du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance exerce un contrôle permanent de la gestion de la société assurée par le Directoire. A toute époque de l'année, il opère les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

I.1 Composition du Conseil de Surveillance

Votre Conseil de Surveillance est composé des 8 membres suivants :

Mr Yves LYON-CAEN, Président
Mme Annette ROUX, Vice-Président
Mr Yvon BENETEAU
Mr Jean-Louis CAUSSIN
Mr Eric DELANNOY
Mr Luc DUPE
Mr Yves GONNORD
Mr Christian de LABRIFFE

Chaque membre doit détenir au moins 500 actions de la société.

La durée des fonctions des membres est de trois ans.

Les règles de fonctionnement du Conseil de Surveillance sont fixées par les statuts et conformes aux dispositions légales.

Un Règlement intérieur a par ailleurs été adopté par le Conseil de Surveillance dans sa délibération du 10 mai 2005.

I.2 Fréquence des réunions

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au moins quatre fois par an.

Au cours de l'exercice écoulé, votre Conseil de Surveillance s'est donc réuni quatre fois, dont :

- le 8 novembre 2007, notamment pour l'examen des comptes de l'exercice clos le 31 août 2007
- le 24 avril 2008, notamment pour l'examen des comptes du premier semestre et l'actualisation des prévisions de l'exercice 2007-2008.

I.3 Convocations des membres du Conseil de Surveillance

Les membres du Conseil ont été convoqués par lettre simple, au moins 8 jours avant la date de la réunion.

Les Commissaires aux comptes ont été convoqués par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, également 8 jours avant la date de la réunion, pour chaque Conseil examinant ou arrêtant les comptes annuels ou intermédiaires.

I.4 Information des membres du Conseil de Surveillance

Outre l'ordre du jour que les membres du Conseil reçoivent systématiquement avec leur convocation, la société met à leur disposition tous les documents et informations nécessaires à leur mission.

I.5 Comités spécialisés

Des comités spécialisés ont été constitués et se réunissent régulièrement afin de formuler des recommandations au Conseil de Surveillance :

Comité d'audit

Mr Yves LYON-CAEN, Président
Mr Christian de LABRIFFE

Comité des nominations et des rémunérations

Mr Yves GONNORD, Président
Mme Annette ROUX
Mr Yves LYON-CAEN

Comité stratégique

Mme Annette ROUX, Président
Mr Yves LYON-CAEN
Mr Yvon BENETEAU
Mr Luc DUPE
Mr Eric DELANNOY
Mr Xavier FONTANET

I.6 Procès-verbaux des réunions

Les réunions et décisions du Conseil sont formalisées dans des procès-verbaux établis à l'issue de chaque réunion, puis signés par le Président et au moins un membre du Conseil.

2 – Modalités relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale

Les assemblées générales sont convoquées par le Directoire ou le Conseil de Surveillance et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

La société faisant publiquement appel à l'épargne, la convocation des assemblées générales est faite par un 1^{er} avis inséré au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires 35 jours au moins avant la date de l'assemblée, puis un 2^{ème} avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du lieu du siège social, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Ces publications sont également disponibles sur le site du groupe : www.beneteau-group.com

Les actionnaires, titulaires d'actions nominatives depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation, sont en outre convoqués à toute assemblée par lettre ordinaire ou, sur leur demande, à leurs frais par lettre recommandée

Tout actionnaire a le droit de participer à l'assemblée générale quel que soit le nombre de ses actions pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles.

Le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée est subordonné à l'enregistrement comptable des titres de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par CACEIS pour la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Les actionnaires peuvent voter par correspondance dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires : pour être pris en compte, le formulaire de vote par correspondance doit être reçu par la société trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les statuts permettent le calcul du quorum et de la majorité en tenant compte des actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret : cette possibilité n'a pas encore été utilisée par la société.

Un droit de vote double est conféré aux actions entièrement libérées qui auront été inscrites sur les registres d'actions nominatives depuis plus de deux ans au nom d'un même actionnaire, de nationalité française ou ressortissant d'un Etat membre de la Communauté Economique Européenne.

Ce droit sera également conféré, dès leur émission :

- en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit ;
- en cas de fusion, aux actions nominatives attribuées à un actionnaire de la société absorbée en échange d'actions de cette société pour lesquelles il bénéficierait de ce droit.

Le transfert, par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit du conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de deux ans prévu ci-dessus.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société et aux assemblées générales par un seul d'entre eux, considéré par elle comme seul propriétaire ou par un mandataire unique.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans toutes les Assemblées Générales. Même privé du droit de vote, le nu-propriétaire d'actions à toujours le droit d'assister aux Assemblées Générales.

Pour les titres remis en gage, le droit de vote est exercé par le propriétaire et non par le créancier gagiste.

2.1 Franchissements de seuils

Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, venant à détenir, directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'une ou plusieurs personnes morales qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, un nombre d'actions représentant une proportion du capital social et/ou des droits de vote, égale ou supérieure à 2,5 %, ou tout multiple de ce pourcentage, y compris au-delà des seuils de déclarations prévus par les dispositions légales et réglementaires, doit informer la société du nombre total d'actions et des droits de vote qu'elle possède ainsi que des titres donnant accès à terme au capital et des droits de vote qui y sont potentiellement attachés, par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai légal et réglementaire.

L'obligation d'informer la société s'applique également lorsque la participation de l'actionnaire en capital ou en droits de vote devient inférieure à chacun des seuils mentionnés dans les statuts.

A défaut d'avoir été régulièrement déclarées, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée conformément aux dispositions statutaires et/ou légales sont privées du droit de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

3 - Procédures de contrôle interne

3.1 Objectifs du contrôle interne

Le contrôle interne est défini, au sein du groupe Bénéteau, comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques et permettant d'assurer la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations.

Mis en œuvre par le Conseil de Surveillance, le Directoire et le personnel du groupe, il vise à obtenir une assurance raisonnable, et non une garantie absolue, sur :

- la correcte application de la politique générale de l'entreprise
- le respect des lois et des règlements applicables au groupe
- la prévention, la détection et la maîtrise des risques inhérents à l'activité, ainsi que les risques de fraudes et d'erreurs
- la fiabilité des informations comptables financières.

3.2 Organisation générale des procédures de contrôle interne

3.2.1 Principaux acteurs du contrôle interne

Le Conseil de Surveillance

Dans le cadre du contrôle permanent de la gestion de la société et des attributions qui lui sont conférées par les statuts, le Conseil de Surveillance examine régulièrement les orientations stratégiques de la société, évalue l'adéquation de sa politique d'investissement, apprécie ses projets de développement de nouveaux produits. Ses travaux sont préparés par des réunions ad hoc du comité stratégique.

Communication lui est faite à rythme régulier des informations comptables et financières de la société. Il est assisté dans leur analyse par le comité d'audit qui se réunit plusieurs fois dans l'année, si nécessaire avec les Commissaires aux comptes, et le plus souvent avec le Président du Directoire et le Directeur financier. Il évoque également les travaux du comité de rémunérations et des nominations afin de se prononcer sur les rémunérations des membres du Directoire et les attributions d'actions gratuites et d'options d'achat d'actions.

Le Directoire

Il définit et anime les orientations opérationnelles du groupe dans le cadre de ses attributions statutaires. Il s'appuie sur les directeurs généraux et directeurs généraux adjoints des filiales ainsi que sur les directions fonctionnelles du groupe. Ce système de direction permet une planification et une coordination efficace du contrôle interne.

Les comités opérationnels

Dédiés aux domaines suivants, ils se réunissent à fréquence régulière :

- achats
- développement produits
- scientifique et technique
- industriel
- systèmes d'information
- juridique
- financier

Les comités de pilotage des filiales

Réunis régulièrement à l'initiative du Président du Directoire (chaque semaine pour les sociétés de l'activité plaisance et chaque mois pour les autres), composés des directions opérationnelles et fonctionnelles des sociétés, les comités de pilotage coordonnent la mise en œuvre des objectifs stratégiques du groupe et s'assurent de leur bonne déclinaison au sein des différents services.

Les responsables fonctionnels et opérationnels

Ils sont chargés de proposer des plans d'action en adéquation avec les objectifs fixés par le comité de pilotage et de mettre en place des méthodes de travail qui soient efficaces et performantes pour les principaux processus opérationnels. Dans ce cadre, ils s'assurent de la bonne mise en place des mesures prises afin de réduire la probabilité de la survenance des principaux risques et d'en limiter, le cas échéant, les conséquences.

La direction financière

La direction financière du groupe, en liaison avec les équipes du contrôle de gestion et de la comptabilité des différentes entités, est chargée de :

- prévenir et maîtriser les écarts par rapport aux objectifs définis
- garantir la fiabilité des informations comptables et financières.

Elle prépare les documents demandés par le comité d'audit et participe à ses travaux.

Les Commissaires aux comptes

Les Commissaires aux comptes complètent en tant qu'intervenants externes le dispositif de contrôle interne du groupe. Leurs travaux apportent au groupe une assurance raisonnable quant à la fiabilité et à la sincérité de l'information comptable et financière produite.

3.2.2. Principales décisions de gestion

Les décisions majeures de gestion, qui engagent de façon significative l'entreprise, sont toutes validées par le Directoire.

3.2.3 Gestion des risques

Finance

Trésorerie :

Les excédents de trésorerie de chaque société du groupe sont centralisés au niveau de la Holding, Bénéteau SA, via un compte courant rémunéré (aux conditions Euribor 3 mois + 0,25% en prêteur et Euribor 3 mois + 1% en emprunteur).

La trésorerie ainsi centralisée (plus de 95 % du total disponible) est placée exclusivement sur des supports sans risque, type certificats de dépôt à court terme, auprès de trois banques choisies par le Directoire après avis du Comité d'Audit. Le solde de la trésorerie (environ 5 %) est placée par les différentes sociétés excédentaires en certificats de dépôt à quelques jours auprès des mêmes banques que ci-dessus.

Change et taux :

Le groupe ne procède à aucune couverture de taux, ne fait pas appel aux produits dérivés et n'a jamais de position ouverte.

Le groupe procède uniquement à des opérations de couverture de change sur le Dollar, via des ventes à termes. Les décisions de couverture sont prises par la Direction

Générale du groupe et la mise en place des opérations est effectuée par les services financiers des sociétés concernées.

Crédit Management :

a - Plaisance

Une procédure de crédit management a été mise en place en 2007. Elle s'appuie sur des dispositions écrites.

Un comité des risques se réunit chaque mois. Le crédit manager présente l'ensemble des reporting et informe de la situation en cours. Les décisions les plus importantes sont validées par le comité des risques (dépassements d'en cours...).

Des réunions ponctuelles peuvent s'ajouter à cette réunion mensuelle, si nécessaire.

Un reporting hebdomadaire des retards de paiement et de suivi des encours clients France permet de suivre au plus près les risques liés au crédit de 10 semaines dont bénéficient les concessionnaires français.

L'en cours client est financé par une ligne de crédit SGB, dont le montant est déterminé conjointement par SGB et Chantiers Bénéteau ou Chantiers Jeanneau. Il est fonction de quatre ratios financiers, qui déterminent une ligne de crédit d'un maximum de 40 % du volume des ventes.

Les deux chantiers ont contractuellement un engagement de reprise des bateaux neufs impayés après une année de financement. Durant cette période, SGB a procédé à un amortissement de 20 % du capital, l'engagement des chantiers porte alors sur 80 % du prix d'achat hors taxe. Les chantiers peuvent donner leur accord à une prorogation de cette période de financement, mais demandent alors un amortissement complémentaire.

Le risque d'impayé sur les bateaux d'occasion est à la charge de SGB.

Hors France, les bateaux sont payés avant le départ, ou ont obtenu au préalable un accord de financement de la part d'une des sociétés financières spécialisées choisies par le groupe selon le pays concerné.

Un reporting mensuel est transmis par ces organismes de financement et permet au crédit manager de s'assurer de la cohérence des lignes de crédit, des financements accordés et du respect des amortissements partiels en cours de période. Les chantiers ont un engagement de reprise des bateaux neufs impayés après une année de financement dans des conditions identiques à la France.

Le crédit manager travaille en lien avec les différentes sociétés de financement afin d'anticiper tout problème et remonte au comité des risques les éventuelles difficultés.

La procédure de crédit management s'applique à compter de 2008-2009 à Chantiers Jeanneau.

b - Habitat

Préalablement à l'ouverture d'un compte client, une analyse financière est réalisée par le service crédit management, qui fixe alors un niveau d'en cours en fonction de la solidité financière du client.

Cette démarche s'accompagne d'une demande de couverture d'assurance crédit auprès de la SFAC. La couverture de la SFAC représente près de 50 % de l'en cours autorisé.

Le crédit management effectue un suivi régulier des en cours et peut bloquer les saisies de commandes et les livraisons.

Un reporting mensuel est transmis au directeur commercial et au directeur financier, pour intervention sur les dossiers les plus délicats.

Informatique

Sécurité informatique :

Le responsable de la sécurité des services informatiques (RSSI) anime une cellule de travail dédiée aux sauvegardes informatiques, à la sécurité des systèmes (antivirus, anti spam...), à la veille réglementaire (CNIL) et au respect des bonnes pratiques (Charte informatique).

La charte de sécurité informatique est annexée au règlement intérieur de chaque société du groupe et un avenant au contrat de travail, portant sur ces bonnes pratiques informatiques, a été signé par les salariés.

Le RSSI anime tous les 15 jours un comité de sécurité informatique, qui reprend les événements de la période écoulée et définit les priorités et les actions à mener sur la période suivante.

Cette démarche s'inscrit dans le plan de sécurité des systèmes informatiques (PSSI), qui liste l'ensemble des risques de sécurité informatique, avec les actions conduites ou à conduire et leur ordre de priorité.

Le PSSI doit permettre au groupe d'obtenir à l'avenir une certification ISO de sécurité informatique.

Gestion de la reprise d'activité :

Il existe une sauvegarde quotidienne sur deux lieux géographiques différents.

Le groupe dispose en outre d'un plan de reprise d'activité (PRA) permettant, en cas de catastrophe, de reprendre l'activité 24 H plus tard, sur la base de la situation 48 H avant la catastrophe.

Achats

Risque fournisseurs :

Une cinquantaine de fournisseurs stratégiques ou vulnérables font l'objet d'un suivi spécifique par un comité ad hoc (achats-logistique). L'objectif est de s'assurer de la pérennité des entreprises partenaires et d'anticiper au plus tôt leurs difficultés éventuelles.

Cette démarche s'accompagne d'un suivi financier : via un abonnement à la COFACE pour une liste de fournisseurs choisis par le service achat, ou par une étude financière plus détaillée demandée par l'acheteur au credit manager.

L'objectif est de renforcer la coopération entre le service achats et les services financiers pour améliorer le suivi du risque fournisseur.

Risque produits/services :

Les principaux fournisseurs (soit une centaine, représentant près de 70 % des achats matières) a signé une charte qualité-logistique-environnement.

Cette charte vise à cadrer nos exigences en matière de délai, de traçabilité, de normes environnementales, de flexibilité et de qualité.

Une cinquantaine de fournisseurs a signé un contrat d'achat, au cahier des charges très précis, faisant référence à des normes internationales, et réalisé en collaboration avec le bureau d'études.

Ce contrat d'achat est en particulier destiné aux marchés pluriannuels et aux fournisseurs de produits basés en Asie.

Dépendance vis-à-vis des fournisseurs :

Il existe toujours plusieurs fournisseurs sur un même savoir faire. Néanmoins le groupe n'échappe pas au risque que certains produits ne soient pas substituables sans un nouveau développement par le Bureau d'Etudes. Dans ce cas, l'arrêt

d'approvisionnement risque d'arrêter momentanément certaines productions.

Ces risques sont clairement identifiés, régulièrement réévalués, et portent sur un nombre limité de produits.

Industrie et Logistique

Certification ISO 9001 :

Les principales sociétés du groupe font l'objet d'une certification ISO 9001, qui s'appuie sur la mise en place d'un système de management de la qualité. Les processus essentiels de l'entreprise font l'objet d'une documentation, avec indicateurs de performance, et sont régulièrement audités.

La démarche de certification vise à une amélioration continue.

Approvisionnements :

La logistique travaille à une amélioration continue de la prestation d'approvisionnement, selon 2 axes.

Le premier porte sur la capacité des fournisseurs à livrer entre J-2 et J+1. Le taux de service est actuellement de 85% contre 60% il y a encore 1 an.

Le second porte sur la mise en place de FNC (fiches de non-conformité), qui vise à refacturer aux fournisseurs les coûts de non qualité qui leur sont imputables, et les contraindre à prendre ainsi des mesures pour réduire ces problèmes de qualité.

Une réunion hebdomadaire achats-logistique porte sur la capacité des fournisseurs à s'adapter aux plans de production des chantiers (à la hausse comme à la baisse) et prévenir ainsi les risques de ruptures d'approvisionnement.

Agrément d'un nouveau fournisseur :

Pour les principaux fournisseurs, le travail d'accréditation se fait par les achats en lien avec le service qualité-logistique.

Il s'accompagne d'une visite des lieux de production et d'une prise de connaissance des procédures de contrôle interne.

Comité de direction qualité :

Un comité de direction qualité (CDQ) se tient tous les 15 jours. Il a pour objectif de faire le point avec la direction, le SAV, le BE, les achats et la qualité-logistique des problèmes de chacun.

Deux niveaux d'action existent : les points critiques (actions à réaliser sous un mois avec la mise en place d'un pilote et un compte rendu au CDQ sous un mois).

Les points rouges (risque important ou problème sécurité ou risque pour l'image de marque : action immédiate avec information de la direction générale).

Environnement

Rappel du point IV – a) du rapport de gestion du Directoire :

La gestion de l'environnement s'appuie sur la norme ISO 14 001 qui permet de formuler ses objectifs en prenant en compte les exigences législatives et les impacts environnementaux significatifs.

Ce système est documenté (procédures), planifié (mise en place de programmes de management de l'environnement), suivi par des indicateurs de maîtrise opérationnelle et de performance et fait l'objet d'audits (internes et externes) et d'exercices réguliers visant à vérifier le bon fonctionnement des installations et la bonne aptitude des équipes à réagir dans l'urgence. Un audit des risques incendie est régulièrement réalisé par l'assureur du groupe.

Réglementation :

La veille réglementaire est sous-traitée à une société spécialisée de premier plan et permet de s'assurer du respect du droit à la protection de l'environnement.

Le groupe travaille également en collaboration avec les pouvoirs publics au sein du groupement des producteurs des industries composites, ce qui favorise une bonne anticipation des évolutions de la réglementation.

La réglementation REACH oblige le producteur et le formateur à faire une démarche de déclaration de la toxicité de tous les produits chimiques.

Dans l'optique d'un durcissement de cette réglementation, le groupe a adopté une démarche favorisant l'utilisation des produits de moindre de toxicité.

Tout nouveau produit ou changement dans la composition d'un produit fait l'objet d'une procédure stricte (formalisée ISO 14001) d'agrément avec avis de la médecine du travail et avis du laboratoire.

Juridique

Suivi des affaires :

Selon les instructions de la direction générale, à chaque problème significatif, tout responsable est tenu d'en avertir le service juridique.

Le service juridique ayant un rôle de conseil, chaque responsable doit apprécier s'il convient ou non d'alerter le service juridique. Il reste cependant tributaire de la bonne appréciation du risque par les différents responsables.

Un reporting des risques et affaires juridiques en cours a été mis en place, pour informer au plus vite la direction générale et l'aider ainsi dans son pilotage de l'activité.

3.3 Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Le groupe est doté d'un ensemble de règles et méthodes permettant de fournir une information financière fiable, avec notamment pour objectif de garantir :

- une remontée de l'information financière dans des délais raisonnables, et pouvoir ainsi mettre en œuvre des actions correctives le cas échéant
- la qualité de l'information financière transmise au Directoire et au Conseil de Surveillance du groupe
- l'homogénéité de l'information entre les différentes sociétés du groupe
- le respect des différentes réglementations (comptables, fiscales, douanières, ...)
- la maîtrise des risques d'erreurs.

Les comptes consolidés sont présentés en appliquant la totalité des normes publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne (normes IFRS).

Pour atteindre ces objectifs, chaque société du groupe Bénéteau applique notamment un processus budgétaire identique.

Un compte de résultat prévisionnel est établi en début d'exercice. En cours d'exercice, un ajustement de l'estimation initiale est réalisé à deux ou trois reprises.

Ces ajustements s'appuient sur le reporting interne établi par chaque société du groupe.

Plusieurs services concourent au processus de production des informations comptables et financières consolidées du groupe :

- comptabilité et consolidation
- contrôle de gestion
- systèmes d'information
- trésorerie
- juridique

Ces services s'assurent que les différentes entités du groupe connaissent les nouveautés en matière de législation, de recommandation de l'Autorité des Marchés Financiers, de procédures internes au groupe et de leur traitement.

Ils informent sur la politique financière du groupe, des normes et procédures à appliquer, des actions correctrices à apporter et du contrôle interne relatif aux données comptables et financières.

Par ailleurs, des comités de gestion mensuels par entité, destinés à analyser les résultats, contribuent au pilotage économique et participent à la création et à l'entretien d'une culture financière au sein du groupe.

Les principaux processus de gestion participent au contrôle interne. Il s'agit du plan stratégique à moyen terme, du budget annuel, des estimés trimestriels du résultat annuel, du reporting mensuel des résultats de gestion, des tableaux de bord opérationnels et des arrêtés semestriels des comptes sociaux et consolidés.

Pour la production des comptes consolidés, Bénéteau SA utilise le référentiel commun au groupe ; ce qui induit l'homogénéité des méthodes comptables et règles de consolidation ainsi que la normalisation des formats de restitution.

Bénéteau SA établit les comptes consolidés en application des normes IFRS. Des notes d'instruction de la direction financière définissent les calendriers de clôture. Chaque semestre, un rapprochement est réalisé entre les éléments des comptes consolidés et le reporting mensuel afin d'analyser et d'explicitier les éventuels écarts. Dans le cadre de leur mission, les commissaires aux comptes interviennent au moins semestriellement, à la fin du premier semestre pour une revue limitée et au 31 août pour une revue complète.

3.4 Pilotage du contrôle interne

Le système d'information du groupe repose sur des outils communs aux principales sociétés, tant en ce qui concerne les gestions de production que le traitement de l'information financière. Il permet d'obtenir une information fiable, de qualité et dans des délais raisonnables.

Par ailleurs, le Comité d'Audit a continué ses travaux en 2008, assurant la formalisation de l'information financière.

Fait à Saint Gilles Croix de Vie, le 6 novembre 2008
Le Président du Conseil de Surveillance

Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du conseil de surveillance de la société Bénéteau S.A., pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Bénéteau S.A. et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 août 2008. Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société. Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Les commissaires aux comptes

Rennes, le 22 décembre 2008

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Vincent Broyé
Associé

La Roche-sur-Yon, le 22 décembre 2008

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

Sébastien Caillaud
Associé

GROUPE  BENETEAU

Eléments financiers

Groupe Bénéteau

	Pages
Compte de résultat	34
Bilan	35
Tableau de variation des capitaux propres.....	36
Tableau des flux de trésorerie.....	37
 Note 1 – Informations relatives à l'entreprise	 38
Note 2 – Faits marquants de l'exercice.....	38
Note 3 – Méthodes comptables.....	38
Note 4 – Participations et périmètre de consolidation.....	43
Note 5 – Actif immobilisé.....	44
Note 6 – Stocks et encours.....	46
Note 7 – Clients et comptes rattachés.....	46
Note 8 – Autres créances.....	46
Note 9 – Trésorerie et équivalent de trésorerie	47
Note 10 – Capitaux propres	47
Note 11 – Provisions.....	48
Note 12 – Avantages au personnel.....	49
Note 13 – Dettes financières	50
Note 14 – Autres dettes et créditeurs.....	50
Note 15 – Instruments financiers.....	50
Note 16 – Engagements.....	51
Note 17 – Information sectorielle.....	51
Note 18 – Personnel.....	52
Note 19 – Charges externes.....	53
Note 20 – Autres produits et charges opérationnels courants.....	53
Note 21 – Autres Produits et charges opérationnels	53
Note 22 – Résultat financier	53
Note 23 – Impôts sur les résultats et impôts différés.....	53
Note 24 – Résultat par action.....	54
Note 25 – Informations concernant les entreprises liées	54
Note 26 – Gestion du risque financier	55

Compte de résultat consolidé au 31 août 2008

En milliers d'euros	Note	31.08.08	31.08.07
Chiffre d'affaires	<i>Note 17</i>	1 094 166	1 013 711
Variation des stocks de produits finis et en-cours		17 262	(5 383)
Autres produits de l'activité		625	725
Achats consommés		(556 454)	(497 975)
Charges de personnel	<i>Note 18</i>	(249 495)	(234 628)
Charges externes	<i>Note 19</i>	(90 877)	(84 949)
Impôts et taxes		(17 406)	(15 443)
Amortissements		(42 972)	(39 173)
Autres produits et charges opérationnels courants	<i>Note 20</i>	(3 007)	(1 631)
Résultat opérationnel courant	<i>Note 17</i>	151 842	135 254
Autres produits et charges opérationnels	<i>Note 21</i>	6 730	0
Résultat opérationnel		158 572	135 254
Coût de l'endettement financier net		3 591	1 301
Autres produits et charges financières		(1 063)	1 457
Résultat financier	<i>Note 22</i>	2 528	2 758
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		1 816	1 570
Charge d'impôt sur les résultats	<i>Note 23</i>	(48 483)	(45 971)
Résultat net de l'ensemble consolidé		114 433	93 611
Part des intérêts minoritaires		26	24
Résultat net (Part du Groupe)		114 407	93 587
En €			
Résultat net par action	<i>Note 24</i>	1,37	1,13
Résultat net dilué par action	<i>Note 24</i>	1,36	1,12

Bilan consolidé au 31 août 2008

ACTIF – en milliers d'euros	Note	31.08.08	31.08.07
Goodwill	Note 5	63 335	63 335
Autres immobilisations incorporelles	Note 5	1 534	2 161
Immobilisations corporelles	Note 5	231 230	211 248
Participations dans les entreprises associées	Note 5	11 287	9 471
Actifs financiers non courants	Note 5	269	365
Actifs d'impôts différés	Note 22	3 562	2 180
Actifs non courants		311 217	288 760
Stocks et en-cours	Note 6	155 056	143 040
Clients et comptes rattachés	Note 7	103 013	87 215
Autres créances	Note 8	58 626	26 124
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 9	176 266	266 540
Actifs courants		492 961	522 919
Total Actif		804 178	811 679

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF – en milliers d'euros	Note	31.08.08	31.08.07
Capital		8 715	8 715
Primes		27 850	27 850
Autocontrôle	Note 10	(57 513)	(28 075)
Réserves consolidées		396 390	335 230
Résultat consolidé		114 407	93 587
Capitaux propres (Part du Groupe)	Note 10	489 849	437 307
Intérêts minoritaires		36	29
Total Capitaux propres		489 885	437 336
Provisions	Note 11	7 709	4 905
Engagements envers le personnel	Note 12	7 651	6 820
Dettes financières	Note 13	240	1 599
Passifs d'impôts différés	Note 22	426	421
Passifs non courants		16 026	13 745
Emprunts à court terme et partie courante des emprunts à long terme	Note 13	16 214	40 923
Fournisseurs et autres créditeurs	Note 14	105 757	116 021
Autres dettes	Note 14	154 178	163 397
Autres provisions	Note 11	14 420	17 131
Dettes d'impôts exigible	Note 14	7 699	23 127
Passifs courants		298 268	360 599
Total Capitaux propres et passif		804 178	811 679

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en milliers d'euros	Capital émis	Primes	Actions propres	Réserves consolidées	Réserves Conversion	Résultat	Capitaux propres, Part du groupe	Int. Mino- ritaires	Total capitaux propres
Situation nette au 31/08/2006	8 715	27 850	(31 486)	278 184	(7 850)	71 574	346 987	27	347 014
Affectation du résultat 2005/2006				71 574		(71 574)	0		0
Distribution de dividendes				(24 287)			(24 287)	(22)	(24 309)
Ecart de conversion					(1 068)		(1 068)		(1 068)
Emission d'actions							0		0
Mouvements sur actions propres			3 411	16 839			20 250		20 250
Résultat 2006/2007						93 587	93 587	24	93 611
Autres (1)				1 838			1 838		1 838
Situation nette au 31/08/2007	8 715	27 850	(28 075)	344 148	(8 918)	93 587	437 307	29	437 336
Affectation du résultat 2006/2007				93 587		(93 587)	0		0
Distribution de dividendes				(32 510)			(32 510)	(19)	(32 529)
Ecart de conversion					(240)		(240)		(240)
Emission d'actions							0		0
Mouvements sur actions propres			(29 437)	(24)			(29 461)		(29 461)
Résultat 2007/2008						114 407	114 407	26	114 433
Autres (1)				346			346		346
Situation nette au 31/08/2008	8 715	27 850	(57 513)	405 547	(9 158)	114 407	489 849	36	489 885

(1) détail des autres variations

- Norme IAS32 -39 (-) 413 k€ (note 15)
- Norme IFRS 2 850 k€ (note 18)
- Autres (-) 91 k€

Tableau des profits et pertes directement comptabilisées en capitaux propres

en milliers d'euros	2007/2008	2006/2007
Variation de juste valeur des instruments financiers	(413)	161
Incidence des écarts actuariels	0	948

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

en milliers d'euros	31/08/2008	31/08/2007
Opérations d'exploitation		
Résultat net de l'exercice	112 615	92 041
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation	31 737	40 850
<i>Ecart de change sur résultat</i>		
<i>Amortissements et provisions</i>	46 438	43 335
<i>Plus ou moins values de cession</i>	(12 804)	126
<i>Impôts différés</i>	(1 897)	(2 610)
Marge brute d'autofinancement	144 352	132 892
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(77 995)	58 144
<i>Stocks et encours</i>	(23 596)	526
<i>Créances</i>	(38 688)	9 231
<i>Impôt exigible</i>	(15 404)	13 338
<i>Dettes</i>	(307)	35 048
Total 1 - Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	66 358	191 036
Opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(76 195)	(51 870)
Cessions d'immobilisations	1 445	851
Dettes sur immobilisations	(27 845)	2 464
Incidence des variations de périmètre	27 258	(44 326)
Total 2 - Flux de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(75 337)	(92 881)
Opérations de financement		
Variation de capital	0	0
Actions propres	(29 462)	20 980
Dividendes versés aux actionnaires	(32 530)	(24 310)
Encaissements provenant de dettes financières	4 513	374
Remboursements de dettes financières	(3 151)	(50 011)
Total 3 - Flux de trésorerie affecté aux opérations de financement	(60 629)	(52 967)
VARIATION DE TRESORERIE (1+2+3)	(69 609)	45 188
Trésorerie à l'ouverture	240 180	195 422
Trésorerie à la clôture	170 472	240 180
Incidence des variations de cours des devises	(98)	(430)
Dont		
VMP	155 267	203 595
Disponibilités	20 999	62 945
Comptes bancaires créditeurs	(5 794)	(26 361)

Note 1 - Informations relatives à l'entreprise

Côtée sur Euronext, Bénéteau SA est une société anonyme de droit français.

Le groupe a deux activités principales :

- la conception, fabrication et commercialisation auprès d'un réseau international de concessionnaires, de bateaux à voile et à moteur, activité regroupée sous la dénomination du secteur "Bateaux". Le groupe est leader mondial sur le marché des bateaux à voile et un des principaux acteurs sur le marché européen des bateaux à moteur ;
- la conception, fabrication et commercialisation de résidences mobiles de loisirs, activité regroupée sous la dénomination du secteur "Habitat de loisirs"

Les autres activités du groupe sont considérées comme des éléments de réconciliation au niveau de l'information sectorielle donnée en note 17.

Les états financiers consolidés au 31 août 2008 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales (ci après "Le Groupe").

Le Directoire du 5 novembre 2008 a arrêté les comptes annuels consolidés et a autorisé la publication des états financiers arrêtés au 31 août 2008.

Note 2 - Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice, le groupe a finalisé deux cessions : Microcar SAS et ses filiales déconsolidées au 29 février 2008 ainsi que Wauquiez International SAS déconsolidée au 31 août 2008.

En conséquence, le compte de résultat consolidé du groupe intègre 6 mois d'activité du sous groupe Microcar et 12 mois d'activité de Wauquiez International et le bilan consolidé du 31 août 2008 ne prend pas en compte les éléments bilanciaux de ces sociétés (cf note 4).

Les incidences en terme de résultat de cession figurent en note 21.

Ces deux cessions confirment la volonté du groupe d'investir et de se renforcer dans ses deux activités principales, le bateau et l'habitat de loisirs.

Note 3 - Méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés pour la période close au 31 août 2008 en appliquant la totalité des normes publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne. De nouvelles normes,

amendements de normes et interprétations ne sont pas encore en vigueur pour l'exercice clos au 31 août 2008 et n'ont pas été appliquées pour la préparation des états financiers consolidés : IFRS 8 "Secteurs opérationnels", IAS 23 révisée "Coûts d'emprunts", IFRIC 13 "Programmes de fidélisation des clients", IAS 1 révisée "Présentation des états financiers", IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises", IAS 27 révisée "Etats financiers consolidés".

3.1. Présentation des états financiers consolidés

Les notes et tableaux suivants sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Sont considérés comme "actifs courants", les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle normal d'exploitation, ou dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les "dettes courantes" sont constituées des dettes échues au cours du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Les autres actifs ou dettes sont considérés comme "non courants".

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la direction du groupe, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par ce changement.

3.2. Méthodes de consolidation

Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le groupe. Le contrôle existe lorsque le groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités pour lesquelles la société a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. Les entreprises associées et les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du groupe dans le montant total des profits et pertes comptabilisés par les entreprises mises en équivalence.

Méthodes appliquées au groupe

Au 31 août 2008, les sociétés du groupe sont contrôlées de façon exclusive par Bénéteau SA. Les comptes de ces sociétés sont donc consolidés par intégration globale ; seule la société SGB Finance, dont le pourcentage de contrôle est de 48,9992%, est consolidée par mise en équivalence.

Les soldes bilanciels, les produits et les charges latents résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains et les pertes latents découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence.

Le périmètre de consolidation et la liste des filiales sont présentés en note 4.

3.3. Méthode de conversion

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis, pour le bilan au cours de la devise étrangère à la clôture, et pour le compte de résultat au cours moyen de l'exercice.

L'écart de change déterminé sur les comptes réciproques d'actif circulant et de dettes est reclassé dans les comptes d'écart de change de bas de bilan. Les écarts de change liés aux opérations réciproques d'exploitation sont classés en charges ou produits financiers selon le cas.

3.4 Valorisation des actifs incorporels

3.4.1 Regroupement d'entreprise et goodwill

Les acquisitions intervenues avant le 1er septembre 2004 n'ont pas fait l'objet de retraitement, comme le permet la norme IFRS 1.

Lors de l'acquisition d'une cible, le goodwill représente l'écart entre le prix payé et la juste valeur des actifs et passifs retraités et des passifs éventuels.

Le groupe dispose d'un délai d'un an pour corriger ce goodwill en fonction de nouveaux éléments portés à sa connaissance après la 1ère intégration.

Les éventuels compléments de prix sont intégrés dans le calcul initial du goodwill dès lors que la probabilité de versement de ce complément de prix est suffisante.

3.4.2 Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charge.

Les frais de développement engagés par le groupe au cours des exercices antérieurs en matière de processus de conception, de développement et de fabrication de bateaux différents ont été immobilisés.

Les frais de développement engagés pour la réalisation des moules sont immobilisés, car ils font partie de projets individualisés et leur recouvrabilité future peut raisonnablement être considérée comme assurée.

Ils sont présentés au bilan avec les moules auxquels ils se rattachent.

3.4.3 Autres

Les immobilisations incorporelles acquises par le groupe ayant une durée de vie définies sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

3.5. Dépréciation des Actifs incorporels immobilisés

3.5.1 Goodwill

La valeur des actifs incorporels à durée de vie indéfinie incluant le goodwill est revue annuellement. Un test de dépréciation est réalisé au minimum lors de chaque clôture annuelle et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

La principale valeur qui figure à l'actif concerne l'UGT IRM. Les hypothèses suivantes ont été retenues pour réaliser le test de dépréciation sur le goodwill IRM :

- le taux d'actualisation retenu s'élève à 7,95%
- les cash-flows ont été calculés à partir d'un plan à 3 ans.
- le taux de croissance à l'infini a été retenu à 2%.

Une variation de 1 point du taux d'actualisation aurait une incidence de 26 M€ sur les cash-flows actualisés, sans nécessiter la comptabilisation d'une dépréciation.

3.5.2 Frais de développement

Ils sont amortis sur les mêmes durées que les moules, en linéaire sur 3 ans.

3.5.3 Autres immobilisations incorporelles

L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel :

- Concessions, brevets, licences :
sur la durée de validité du dépôt
- Logiciels : entre 1 et 3 ans

Ils font l'objet de test de perte de valeur lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

3.6. Actifs corporels immobilisés

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles ou à leur coût de production pour la partie produite par le groupe.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces composants sont comptabilisés séparément.

Lors de la conversion, le groupe a choisi d'adopter la valeur historique pour la valorisation de ses biens corporels les plus anciens.

3.7. Amortissement et dépréciation des actifs corporels immobilisés

L'amortissement est comptabilisé comme charge de manière linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel.

Les valeurs comptables des actifs corporels font l'objet d'un test de "perte de valeur" lorsque des événements ou changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Les durées d'utilité retenues sont les suivantes :

- aménagements sur terrains	10 à 20 ans
- constructions d'exploitation	20 ans
- installations et agencements des constructions	10 à 20 ans
- matériel et outillage	3 à 10 ans
- installations et agencements du matériel	3 à 10 ans
- matériel de transport	3 à 5 ans
- matériel et mobilier de bureau & informatique	2 à 10 ans

3.8. Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents à la propriété des actifs loués. Ils sont comptabilisés, dès l'origine, au bilan à la juste valeur du bien loué, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la durée d'utilité, correspondant le plus souvent à la durée du contrat.

Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

3.9. Actifs et passifs financiers (hors dérivés)

Les actifs et passifs financiers sont constitués des créances clients, autres créances, dettes fournisseurs, emprunts et dettes financières.

Lors de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif financier, celui-ci est évalué à sa juste valeur, majoré le cas échéant des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition.

Les actifs et passifs financiers classés dans les catégories "détenues à des fins de transaction" ou "disponibles à la vente" sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sur investissements financiers détenus à des fins de transaction sont enregistrées en résultat. Les variations de juste valeur sur investissements financiers disponibles à la vente sont comptabilisées en capitaux propres sur une ligne distincte jusqu'à ce que l'investissement financier soit vendu ou sorti d'une autre manière.

La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché publié à la date de clôture pour les investissements financiers activement négociés sur un marché financier organisé. Pour les autres, elle est déterminée par référence à un instrument quasi-identique traité sur un marché, ou par actualisation des flux futurs de trésorerie attendus de l'actif.

Les autres actifs et passifs financiers à long terme destinés à être détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

3.10. Stocks et encours

Les stocks de matières, marchandises et autres approvisionnements sont évalués au coût.

Le coût de production des produits finis et travaux en cours comprend, outre le coût direct, les charges indirectes strictement imputables à la production, excluant les coûts de recherche et de service après vente.

La S.A. Construction Navale Bordeaux facture ses travaux à l'avancement pour les modèles dont la durée de réalisation est supérieure à un an.

Les provisions pour dépréciation sont calculées par différence entre la valeur brute déterminée selon les principes ci-dessus et la valeur nette probable de réalisation.

3.11. Capital et réserves

Lorsque le groupe rachète ou vend ses propres actions, le montant payé ou encaissé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une

variation de capitaux propres. Les actions propres sont déduites du total des capitaux propres et classées sous la rubrique "Actions Propres".

3.1.2. Avantages du personnel

Indemnités de départ à la retraite

Le groupe provisionne les indemnités de départ à la retraite, sur la base des dispositions conventionnelles. Il s'agit d'un régime à prestations définies. L'évaluation de la provision est réalisée par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation de 5%.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 19, le groupe Bénéteau comptabilise les écarts actuariels en capitaux propres.

Médailles du travail

Les médailles du travail sont liées à des accords d'entreprise s'appliquant aux différentes sociétés françaises du groupe. Il s'agit de gratifications supplémentaires versées, en une fois, aux salariés qui justifient, à date, d'une certaine ancienneté. Le groupe provisionne leur montant selon la probabilité de présence dans le groupe des salariés à la date du versement.

3.1.3. Paiements en actions

Les options de souscription ou d'achat d'actions accordées aux salariés doivent être évaluées à leur juste valeur, laquelle juste valeur doit être constatée dans le compte de résultat en contrepartie des réserves sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés. La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par un actuaire.

3.1.4. Provisions

Les provisions sont comptabilisées si les conditions suivantes sont remplies : lorsque le groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ; s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et s'il est possible d'estimer de manière fiable le montant de l'obligation.

Lorsque le groupe attend un remboursement, par exemple du fait d'un contrat d'assurance, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct, s'il est quasi-certain.

3.1.5. Gestion des risques financiers

Risque de crédit client

Ce risque concerne les créances commerciales. Il s'agit d'un risque de perte financière pour le groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Bateaux

Les clients hors France règlent les sociétés du groupe comptant avant livraison du bateau ou après obtention d'une garantie bancaire. Il n'y a donc pas de risque d'impayé. Les clients français peuvent bénéficier de délais de règlement allant jusqu'à 60 jours dès lors que SGB Finance a accepté de leur octroyer un financement. Ce sont essentiellement des concessionnaires français avec lesquels le groupe travaille depuis de nombreuses années.

Habitat de loisirs

Les clients de l'activité "Habitat de loisirs" essentiellement français bénéficient de délais de règlement. Le service crédit management réalise systématiquement une analyse financière préalablement à l'ouverture d'un compte client, permettant de fixer le niveau d'encours accepté.

Cette démarche peut s'accompagner d'une demande de couverture d'assurance crédit auprès de la SFAC. La couverture de la SFAC représente près de 50 % de l'en cours autorisé.

Autre risque de crédit

Ce risque concerne essentiellement les actifs financiers. Il s'agit d'un risque de perte financière pour le groupe dans le cas où une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Ce risque concerne principalement les placements que le groupe effectue en dépôt à terme ou certificats de dépôt auprès de quatre établissements bancaires de première qualité.

Risque de liquidité

Le groupe dispose d'une trésorerie nette positive qui évolue avec le cycle d'exploitation.

Le groupe peut être amené à recourir à des moyens de financement pendant quelques semaines au cours des mois de janvier et février. Il s'agit de lignes de crédit de court terme auprès des banques de première qualité.

Risque de marché

Ce risque correspond au risque que des variations du prix de marché affectent le résultat du groupe.

Aucun instrument de gestion de taux d'intérêt n'est utilisé.

Afin de gérer son exposition aux risques de change découlant de son exploitation, le groupe n'utilise que des contrats de change à terme qui portent principalement sur le dollar et le zloty.

Les critères d'éligibilité à la comptabilité de couverture sont les suivants :

- existence formelle et documentée d'une relation de couverture lors de la mise en place de l'instrument financier
- efficacité attendue de la couverture, pouvant être mesurée

de façon fiable et démontrée tout au long de la relation de couverture déterminée initialement.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'origine à la juste valeur. Cette dernière est mise à jour à chaque clôture. Les écarts sont constatés en résultat, sauf dispositions dérogatoires de la comptabilité de couverture.

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées soit de couverture de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, soit de couverture de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue.

3.16. Impôts

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode du report variable dans sa conception étendue pour toutes les différences temporaires provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs. Les taux d'impôts ayant été entérinés par un texte de loi sont retenus pour déterminer les impôts différés.

Les actifs d'impôts différés, liés à des pertes reportables, ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que les bénéfices futurs seront suffisants pour absorber les pertes reportables.

3.17. Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que leur montant peut être évalué de manière fiable. Ce montant est net des remises, rabais accordées aux clients et de certains coûts liés aux prestations commerciales.

La S.A. Construction Navale Bordeaux facture ses travaux à l'avancement pour les modèles dont la durée de réalisation est supérieure à un an.

3.18. Résultat par action

Résultat de base par action

Ce résultat est le rapport entre le résultat net et le nombre moyen pondéré des actions en circulation.

Résultat dilué par action

Ce résultat est le rapport entre le résultat net et le nombre moyen pondéré des actions après effet dilutif des options de souscriptions et d'achats.

3.19. Information sectorielle

Le premier niveau et le deuxième niveau de l'information sectorielle du groupe sont respectivement le secteur d'activité et le secteur géographique.

Les activités opérationnelles du groupe sont organisées et gérées séparément suivant la nature des produits et services rendus.

Depuis l'exercice clos au 31 août 2007, le groupe distingue deux secteurs d'activité :

- le secteur "Bateaux" regroupe les activités de fabrication et de commercialisation de bateaux auprès d'une clientèle de concessionnaires ;
- le secteur "Habitat de loisirs" regroupe les activités de fabrication et de commercialisation de résidences mobiles de loisirs auprès d'une clientèle de camping et de grossistes.

Les autres activités sont considérées comme des éléments de réconciliation.

Les actifs et passifs sectoriels sont utilisés ou résultent des activités opérationnelles de ce secteur. Les actifs et passifs qui n'ont pas pu être alloués sont présentés en élément de réconciliation.

Les produits des activités ordinaires sont ventilés par zone géographique en fonction de la localisation du client. Le groupe possède des actifs notamment en France, aux Etats-Unis, en Pologne, en Italie, en Espagne et en Angleterre.

Note 4 – Participations et périmètre de consolidation

Les filiales consolidées au 31 août 2008 sont les suivantes :

					Intégration Fiscale
BENETEAU SA		Société mère			X
	siège	N° siren	% d'intérêts	Méthode	
Chantiers Bénéteau	St Hilaire-de-Riez - France	432 632 578	100,00	IG	X
Bénéteau Inc. Holding	Marion - USA		100,00	IG	
Bénéteau USA Inc	Marion - USA		100,00	IG	
Bénéteau U.K.	Southampton – Royaume-Uni		100,00	IG	
Bénéteau Espana	Barcelone - Espagne		99,97	IG	
Bénéteau Italia	Parma - Italie		95,00	IG	
Chantiers Jeanneau	Les Herbiers - France	423 894 310	100,00	IG	X
BJ Technologie	Dompierre s/yon – France	491 372 702	100,00	IG	X
Ostroda Yacht	Ostroda - Pologne		100,00	IG	
Jeanneau America Inc	Annapolis - USA		100,00	IG	
Jeanneau Espana Newco	Madrid - Espagne		99,00	IG	
Jeanneau Italia	Rome – Italie		99,00	IG	
Construction Navale Bordeaux	Bordeaux - France	342 012 390	100,00	IG	X
O'Hara	Givrand - France	423 869 429	100,00	IG	X
O'Hara Vacances	Givrand - France	449 625 920	100,00	IG	X
BH (I)	Givrand - France	501 361 737	100,00	IG	
Financière Mercure	Luçon - France	444 592 240	100,00	IG	X
IRM	Luçon - France	388 483 133	100,00	IG	X
JJ Trans	Luçon - France	353 337 090	100,00	IG	X
Bordeaux Loisirs	Luçon - France	419 354 600	100,00	IG	X
European Yacht Brokerage	Nantes - France	422 067 223	100,00	IG	X
SGB Finance	Marcq en Baroeul - France	422 518 746	49,00	ME	
SCI Nautilus	Neuville en Ferrain - France	348 740 309	100,00	IG	

IG : Intégration globale ME : Mise en équivalence

(I) La société BH a été créée au cours de l'exercice clos le 31 août 2008. Son activité consiste en la production d'habitations modulaires en bois

Note 5 – Actif immobilisé**• Variation de l'actif immobilisé en valeur brute**

en milliers d'euros	Début d'exercice au 01/09/2007	Acquisitions	Cession, Mise hors service	Var. de change	Var. périmètre(*)	Var. par transfert de poste à poste	Fin d'exercice au 31/08/2008
Goodwill	63 335						63 335
Frais d'établissement	3	6	0	0	(3)	0	6
Frais de recherche	574	0	0	0	0	0	574
Concess.Brevets, Licences	1 789	144	(29)	0	(192)	273	1 984
Fonds commercial	300	0	0	0	(300)	0	0
Logiciels	4 709	553	(459)	24	(715)	27	4 139
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0	0	0
Total Immobilisations incorporelles	7 375	703	(488)	24	(1 210)	300	6 704
Terrains (1)	31 818	3 674	(173)	36	(29)	353	35 680
Constructions et aménagements (2)	154 653	15 371	(1 686)	(2)	(5 201)	3 485	166 619
Matériel et installations techniques (3)	190 913	32 720	(6 553)	378	(12 570)	4 231	209 118
Autres immobilisations corporelles	26 050	3 218	(1 223)	2	(2 319)	99	25 827
Immobilisations corporelles en cours	10 658	17 224	(52)	44	(5 018)	(8 443)	14 412
Avances et acomptes sur immobilisations	945	3 249	(887)	57	(403)	(24)	2 936
Total Immobilisations corporelles	415 036	75 456	(10 574)	514	(25 540)	(300)	454 592
Sociétés mises en équivalence	9 471	1 816					11 287
Participations	18				(16)		2
Autres titres immobilisés	23						23
Prêts	235	3	(91)				147
Autres immobilisations financières	90	33	(12)		(13)		97
Total actifs financiers non courants	365	36	(103)	(0)	(29)	(0)	269
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	495 582	78 010	(11 165)	538	(26 779)	(0)	536 187
(1) Dont Terrain en crédit bail	173						173
(2) Dont Construction en crédit bail	6 462				(4 269)		2 193
(3) Dont Installations techniques en crédit bail	219						219

(*) sortie de Microcar et Wauquiez

Le goodwill au bilan correspond exclusivement à celui généré lors de l'acquisition de IRM. Les modalités de comptabilisation du goodwill et de mise en œuvre des tests de dépréciation figurent en note 3.5.1.

• Variation des amortissements et provisions

en milliers d'euros	Début d'exercice au 01/09/2007	Dotations de l'exercice	Diminution par cession ou reprise	Var. de change	Var. périmètre(*)	Fin d'exercice au 31/08/2008
Goodwill	0					0
Frais d'établissement	3	2			(3)	2
Frais de recherche	574					574
Concess.Brevets, Licences	499	252	(10)		(2)	739
Fonds commercial	40	10			(50)	0
Logiciels	4 097	775	(346)	23	(695)	3 854
Immobilisations incorporelles en cours	0					0
Total Immobilisations incorporelles	5 214	1 039	(356)	23	(750)	5 170
Terrains (1)	5 019	1 392	(169)		(10)	6 232
Constructions et aménagements (2)	52 762	8 453	(1 140)	(172)	(1 930)	57 973
Matériel et installations techniques (3)	130 330	29 172	(6 241)	238	(10 463)	143 036
Autres immobilisations corporelles	15 677	2 973	(1 079)	1	(1 451)	16 121
Total Immobilisations corporelles	203 788	41 989	(8 629)	67	(13 854)	223 362
Sociétés mises en équivalence	0					0
Autres titres immobilisés	0					0
Total actifs financiers non courants	0					0
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	209 002	43 028	(8 985)	90	(14 604)	228 532
(1) Dont Terrain en crédit bail	0					
(2) Dont Construction en crédit bail	2 843	161			(1 601)	1 403
(3) Dont Installations techniques en crédit bail	162	11				173

(*) sortie de Microcar et Wauquiez

5.1- Participation

Ce poste concerne des sociétés non retenues dans le périmètre de consolidation en raison de leur caractère non significatif :

en milliers d'euros	Date de clôture	Juste valeur des titres	Chiffre d'affaires	Capitaux propres hors résultat de l'exercice	Résultat de l'exercice
SCI du Bignon	31/08/2008	2	55	97	7
Total participations		2			

5.2 Participation dans les entreprises associées

Il s'agit de la participation à hauteur de 49% dans SGB Finance, les 51% étant détenu par CGL (groupe Société Générale).

Informations concernant la société consolidée par mise en équivalence :

en milliers d'euros	31/08/2008	31/08/2007
Total actifs	403 338	355 407
Capitaux propres	23 034	19 329
Comptes et emprunts (1)	335 091	297 192
Produit net bancaire	10 321	6 802
Résultat net	3 705	3 204

(1) auprès de la Société Générale

Note 6 – Stocks et encours

Les provisions pour dépréciation sont calculées par différence entre la valeur brute déterminée selon les principes ci-dessus et la valeur nette probable de réalisation. La provision pour dépréciation des stocks de pièces de production et de rechange a été déterminée selon une méthode statistique, essentiellement fondée sur le risque de non utilisation de ces pièces.

A la clôture de l'exercice, les stocks et encours se présentent ainsi :

en milliers d'euros	Brut 31/08/2008	Amort. &Prov.	Net 31/08/2008	Net 31/08/2007
Matières premières et autres approvisionnements	45 326	(1 996)	43 330	45 054
En-cours de production	39 601	0	39 601	40 810
Produits intermédiaires et finis	68 749	(747)	68 002	55 806
Marchandises	4 637	(514)	4 123	1 370
Total	158 313	(3 257)	155 056	143 040

Note 7 – Clients et comptes rattachés

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à leur valeur comptable brute.

La gestion du risque financier relatif aux créances clients et comptes rattachés est présentée en note 26.

en milliers d'euros	Brut 31/08/2008	Provisions	Net 31/08/2008	Net 31/08/2007
Clients et comptes rattachés	105 325	(2 312)	103 013	87 215

Note 8 – Autres créances

en milliers d'euros	31/08/2008	31/08/2007
Avances et acomptes sur commandes	5 076	1 910
Créance sur instruments financiers	22	504
Créances fiscales et sociales diverses	19 978	19 896
Autres créances	29 994	
Charges constatées d'avance	3 556	3 814
AUTRES CREANCES	58 626	26 124

Les autres créances sont principalement constituées de créances fiscales et sociales.

Note 9 - Trésorerie et équivalent de trésorerie

en milliers d'euros	31/08/2008	31/08/2007
Valeurs mobilières de placement et intérêts courus	155 267	203 595
Disponibilités à l'actif	20 999	62 945
TRESORERIE et EQUIVALENT TRESORERIE	176 266	266 540

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Les valeurs mobilières de placement sont des placements à court terme, très liquide, facilement convertible en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

La trésorerie nette se décompose comme suit :

en milliers d'euros	31/08/2008	31/08/2007
Valeurs mobilières de placement et intérêts courus	155 267	203 595
Disponibilités à l'actif	20 999	62 945
Concours bancaires et intérêts courus <i>Note 13</i>	(5 794)	(26 361)
Autres dettes financières <i>Note 13</i>	(10 660)	(16 161)
TRESORERIE NETTE	159 812	224 019

Note 10 - Capitaux propres**10.1. Capital social**

Le capital social, entièrement libéré, se compose de 87 147 200 actions de 0,10 €.

Le nombre d'actions propres en circulation a évolué de la manière suivante :

	Nombre	Valorisation en milliers d'euros
Actions au 31/08/2007	3 469 150	28 075
Acquisitions	2 817 097	39 828
Cessions	(716 157)	(10 390)
Actions au 31/08/2008	5 570 090	57 513

10.2. Plans d'attribution d'options d'achat d'actions

Il a été levé 108 513 options d'achat d'actions au cours de l'exercice.

Les mouvements de l'exercice s'analysent comme suit :

en nombre d'options	Options d'achat
Options en début d'exercice	580 825
Options émises durant l'exercice	0
Options exercées durant l'exercice	(108 513)
Options arrivées à l'échéance durant l'exercice	0
Options à la fin de l'exercice	472 312

Les options d'achats d'actions accordées aux salariés sont évaluées à leur juste valeur constatée dans le compte de résultat, sur la ligne frais de personnel (note 18) sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés. La juste valeur est déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par un actuair.

Les options d'achat émises et attribuées, et pouvant être levées au 31 août 2008 ont les caractéristiques suivantes :

	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options
oct-01	5,96	149 672
févr-03	6,46	250 140
août-06	12,56	72 500
Total des options d'achat d'actions		472 312

10.3. Plans d'attribution d'actions gratuites

Les mouvements de l'exercice s'analysent comme suit :

en nombre d'actions	Actions gratuites
Actions en début d'exercice	205 940
Actions émises durant l'exercice	0
Actions attribuées durant l'exercice	(57 500)
Actions à la fin de l'exercice	148 440

Note 11 - Provisions

	31/08/2007	Dot.	Reprise prov. utilisées	Reprise prov. non utilisées	Var. de périmètre	Var change	31/08/2008
en milliers d'euros							
Provisions non courantes	4 905	5 474	(1 968)	(217)	(485)	0	7 709
Prov. Médaille du Travail	1 005	18	(61)	0	(40)		922
Prov. Indemnités Départ en Retraite	5 815	1 468	(40)		(517)	3	6 729
Engagements envers le personnel (note 12)	6 820	1 486	(101)	0	(557)	3	7 651
Passif d'impôts différés (note 22)	421	5	0	0	0	0	426
Provisions pour garanties	17 064	3 343	(4 459)	(846)	(771)	7	14 338
Provisions pour risque de change	67	108	(67)		(26)		82
Total autres provisions	17 131	3 451	(4 526)	(846)	(797)	7	14 420
Total provisions	29 277	10 416	(6 595)	(1 063)	(1 839)	10	30 206

Les provisions pour garanties sont calculées tenant compte des parcs concernés, des coûts de service après vente et des taux de retour estimés.

Les provisions non courantes sont essentiellement constituées des provisions pour litiges et procès en cours.

Note 12 – Avantages au personnel

Il existe trois régimes de retraite différents au sein du groupe selon le pays d'appartenance des filiales : Pologne, Etats-Unis et France. Ce sont tous des régimes à contribution définie.

en milliers d'euros	31/08/2008	31/08/2007
Indemnités de départ à la retraite	6 729	5 815
Médailles du travail	922	1 005
Total	7 651	6 820

Indemnités de départ à la retraite

en milliers d'euros	31/08/2008	31/08/2007
Actifs financiers de couverture		
Valeur en début d'exercice	0	0
Rendement		
Versements complémentaires		
Prestations payées		
Valeur fin d'exercice	0	0
Provisions renseignées au bilan		
Valeur actuarielle des engagements à couvrir par des actifs financiers (dette actuarielle)	6 729	5 815
Valeur des actifs financiers		
Valeur actuarielle des engagements non couverts		
Gains et pertes actuariels non reconnus		
Provisions au bilan	6 729	5 815
Composantes de la charge annuelle		
Coût des services rendus	1 034	312
Charges d'intérêts sur la dette actuarielle	434	183
Rendement attendu des actifs		
Gains et pertes actuariels reconnus par le résultat		
Charge de l'exercice	1 468	495
Variation des provisions au bilan		
Début d'exercice	5 815	6 245
Variation de périmètre	(517)	570
Décassements	(37)	(50)
Charge de l'exercice	1 468	495
Gains et pertes actuariels reconnus par les réserves	0	(1 445)
Provision à la clôture	6 729	5 815
Principales hypothèses actuarielles		
Taux d'actualisation	5%	5%
Taux d'augmentation moyen des salaires (avec inflation)	2%	2%
Age départ en retraite		
Cadre né avant 1952	60 ans	60 ans
Cadre né après 1952	62 ans	62 ans
Non cadre né avant 1952	60 ans	60 ans
Non cadre né après 1952	62 ans	62 ans

Médailles du travail

en milliers d'euros	31/08/2008	31/08/2007
Début d'exercice	1 005	943
Variation de périmètre	(40)	0
Décaissements	(62)	0
Charge de l'exercice	18	62
Gains et pertes actuariels reconnus par les réserves	0	0
Provision à la clôture	921	1 005

Le calcul de la provision pour médailles du travail est effectué par un actuairé selon les mêmes critères que la provision pour indemnités de départ à la retraite.

Le taux actuariel retenu s'élève à 5%

Note 14 – Autres dettes et créditeurs

en milliers d'euros	31/08/2008	31/08/2007
Dettes fournisseurs d'exploitation	105 757	116 021
Avances et acomptes reçus sur commandes	29 004	34 621
Dettes fiscales et sociales	85 321	85 787
Autres dettes d'exploitation	30 789	35 332
Dettes sur instruments financiers	Note 15 216	0
Dettes sur immobilisations	6 298	5 304
Produits constatés d'avance	2 550	2 353
Autres dettes	154 178	163 397
Dettes d'impôt exigible	7 699	23 127

Note 13 – Dettes financières

en milliers d'euros	31/08/2008	31/08/2007
Concours bancaires créditeurs	5 794	26 361
Emprunt en crédit-bail	104	454
Emprunts et dettes financières diverses	10 316	14 108
Autres dettes financières à court terme	10 420	14 562
Emprunt en crédit-bail	139	1 207
Emprunts et dettes financières diverses	101	392
A long terme	240	1 599
Dettes Financières	16 454	42 522

Note 15 - Instruments financiers

Pour les instruments dérivés qui ne répondent pas à la définition de la comptabilité de couverture, les pertes et gains représentatifs de la variation de valeur de marché à la date de clôture sont enregistrés en résultat, dans la ligne "autres charges financières".

Au 31 août 2008, le portefeuille d'instruments financiers est le suivant :

Nature	Volume	Date d'échéance	Juste Valeur (en k€)	Couverture au sens IFRS	Impact brut sur le résultat (en k€)	Impact brut sur les réserves (en k€)
VAT\$	25 105 k\$	entre sept 2008 et août 2009	(206)	Oui	(19)	(187)
VAT£	1 315 k£	sept 2008	13	Oui	(1)	14

Note 16 – Engagements

en milliers d'euros	31/08/2008		
	réiproques	donnés	reçus
Cautions		151	641 (3)
Garanties	37 895 (1)	28 111 (2)	283
Garanties entreprises liées	14 795 (1)		
Total Groupe	52 691	28 262	924

(1) Engagements liés aux contrats de financement des produits

(2) Pour 16 219 K€ : engagements de restitution d'acomptes aux clients

Pour 9 206 K€ : engagements de réservation de locations de modules auprès des campings par O'Hara Vacances

Pour 2 686 K€ : garanties bancaires

(3) Cautions reçues de client

Note 17 - Information sectorielle**17.1 - Secteurs d'activité**

Exercice 2007/2008	Bateaux	Habitat de loisirs	Autres	Total
Produits des activités ordinaires	860 228	203 610	30 328	1 094 166
Amortissements des actifs sectoriels	39 754	2 586	632	42 972
Résultat opérationnel courant	128 525	21 745	1 571	151 841
Actifs sectoriels	610 548	193 628	0	804 176
Passifs sectoriels	269 412	44 881	0	314 293
Investissements corporels et incorporels	68 183	6 309	3 518	78 010

Exercice 2006/2007	Bateaux	Habitat de loisirs	dont incidence 1 ^{ère} consolidation IRM	Autres	Total
Produits des activités ordinaires	798 739	153 801	93 871	61 171	1 013 711
Amortissements des actifs sectoriels	35 394	1 801	689	1 978	39 173
Résultat opérationnel	117 920	14 755	10 138	2 579	135 254
Actifs sectoriels	625 267	147 527	106 457	38 885	811 679
Passifs sectoriels	315 746	40 043	22 710	18 555	374 344
Investissements corporels et incorporels	47 735	3 003	1 329	2 718	53 456

17.2- Secteurs géographiques

Exercice 2007/2008				
Activité	Zone	Produits des activités ordinaires	Actifs sectoriels	Investissements corporels et incorporels
Bateaux	France	207 790	559 096	64 585
	Europe	467 475	23 499	2 459
	Amérique du Nord	77 660	27 953	1 139
	Reste du Monde	107 303	0	
	Bateaux	860 228	610 548	68 183
Habitat de loisirs	France	195 332	193 628	6 309
	Europe	7 430	0	
	Habitat de loisirs	203 610	193 628	6 309
Autres éléments de réconciliation		30 328	0	3 518
TOTAL		1 094 166	804 176	78 010

Exercice 2006/2007				
Activité	Secteur géographique	Produits des activités ordinaires	Actifs sectoriels	Investissements corporels et incorporels
Bateaux	France	195 777	567 514	44 950
	Europe	426 901	22 044	1 445
	Amérique du Nord	97 063	35 709	1 340
	Reste du Monde	78 998	0	
	Bateaux	798 739	625 267	47 735
Habitat de loisirs	France	145 227	147 527	3 003
	Europe	7 647	0	
	Reste du monde	927		
	Habitat de loisirs	153 801	147 527	3 003
Autres éléments de réconciliation		61 171	38 885	2 718
TOTAL		1 013 711	811 679	53 456

Note 18 - Personnel

en milliers d'euros	2007/2008	2006/2007
Salaires et traitements	133 798	129 772
Charges sociales	51 100	49 279
Personnel extérieur	39 703	31 407
Avantages au personnel donnant lieu à provision	1 384	507
Rémunérations en actions (IFRS 2)	850	723
Participation et intéressement	22 660	22 940
Frais de personnel	249 495	234 628

Ventilation de l'effectif moyen par catégorie	2007/2008	2007/2008 hors sortie de périmètre	2006/2007
Cadres	343	383	365
Agents de maîtrise	274	292	291
Employés	694	745	727
Ouvriers	5 966	6 198	5 804
Effectif total	7 277	7 618	7 187

Note 19 – Charges externes

en milliers d'euros	2007/2008	2006/2007
Consommables, sous-traitance, maintenance	34 890	31 911
Marketing, publicité	17 139	14 083
Honoraires, commissions, études et recherches, assurance	16 635	16 127
Location	4 933	4 540
Autres	17 280	18 288
Charges externes	90 877	84 949

Note 20 - Autres produits et charges opérationnels courants

en milliers d'euros	2007/2008	2006/2007
Provisions s/actif circulant devenues sans objet	1 061	624
Charge nette sur créances irrécouvrables	(1 291)	(455)
Plus / Moins values sur cession actifs	(404)	(135)
Jetons de présences, redevances de brevet; droits d'auteur	(715)	(469)
Indemnités commerciales	(1 575)	(698)
Divers	(84)	(498)
Autres produits et charges	(3 008)	(1 631)

Note 21 - Autres produits et charges opérationnels

en milliers d'euros	2007/2008	2006/2007
Résultat de cession Wauquiez	(7 124)	0
Résultat de cession Microcar	16 854	0
Don à la Fondation Bénéteau	(3 000)	0
Autres produits et charges opérationnels	6 730	0

Note 22 – Résultat financier

en milliers d'euros	2007/2008	2006/2007
Intérêts et charges assimilées	(1 535)	(2 271)
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	5 163	4 642
Variation de juste valeur sur investissements détenus à des fins de transaction	(38)	(1 070)
Coût de l'endettement net	3 590	1 301
Différence positive de change (nette)	(2 430)	771
Variation de juste valeur des instruments financiers (IAS32-39)	(47)	8
Autres intérêts et produits assimilés	1 415	678
Autres produits et charges financières	(1 062)	1 457
Résultat financier	2 528	2 758

Note 23 – Impôt sur les résultats et impôts différés

23.1- Charge d'impôt

La ventilation de la charge d'impôt est la suivante :

en milliers d'euros	2007/2008	2006/2007
Impôts exigibles	49 112	48 541
Impôts différés	(799)	(2 610)
Charge d'impôt avant retenue à la source	48 313	45 931
Retenue à la source	170	40
Charge d'impôt sur les résultats	48 483	45 971

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2007/2008	2006/2007
Impôt théorique sur le résultat consolidé calculé au taux de 34,43% (hors société mise en équivalence)	55 458	47 518
Incidence des crédits d'impôts	(2 103)	(1 495)
Incidence des pertes fiscales	74	77
Impact des autres différences permanentes	(4 893)	404
Incidence des variations de taux d'imposition	(223)	(573)
Impôt au compte de résultat (hors retenue à la source)	48 313	45 931

23.2 - Impôts différés

Le détail des actifs et passif d'impôts différés à la fin de l'exercice est le suivant :

en milliers d'euros	2007/2008	2006/2007
Immobilisations incorporelles	17	176
Stocks	1 038	394
Avantages du personnel	2 302	1 990
Instruments financiers	240	0
Différences temporelles	7 291	6 377
Compensation	(7 326)	(6 757)
Total des impôts différés actif	3 562	2 180
Immobilisations corporelles	426	421
Amortissements dérogatoires	4 063	3 561
Activation du crédit bail	193	570
Instruments financiers	0	43
Activation des frais de développement des moules	2 390	1 962
Autres	680	621
Compensation	(7 326)	(6 757)
Total des impôts différés passif	426	421
Actif net d'impôts différés	3 136	1 759

La variation des actifs nets d'impôts différés se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2007/2008	2006/2007
Au 1^{er} septembre	1 759	766
Variation de périmètre	411	(909)
Normes IAS 32&39	217	(97)
Ecart de conversion	(42)	(34)
Produit (charge) d'impôts différés	799	2 610
Autres Impôts enregistrés en capitaux propres	(8)	(577)
Au 31 août	3 136	1 759

Note 24 - Résultat par action

	2007/2008	2006/2007
Résultat net part du Groupe (en milliers d'euros)	114 408	93 587
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	83 266 150	82 801 574
Résultat net par action (en euros)	1,37	1,13
Nombre moyen pondéré d'actions après effet dilutif	83 975 057	83 560 498
Résultat net par action (en euros)	1,36	1,12

Note 25 – Informations concernant les entreprises liées

Les transactions avec les parties liées concernent :

- les opérations avec les sociétés ou les administrateurs des sociétés qui exercent des fonctions de direction et de contrôle de l'activité au sein du groupe Bénéteau
- la rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de direction du groupe.

25.1 - Transactions avec les entreprises liées

en milliers d'euros	2007/2008	2006/2007
Ventes de biens et services	21	11
Achats de biens et services	1 979	1 028
Créances	4	2
Dettes	1 333	273

25.2 - Avantages octroyés aux dirigeants

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de direction du groupe comptabilisés en charge s'établissent comme suit :

en milliers d'euros	2007/2008	2006/2007
Avantages à court terme	1 531	1 703
Autres avantages à long terme	25	22
Jetons de présence	288	167
Paiement en actions (1)	292	100
Total	2 136	1 992

(1) montant déterminé conformément à la norme IFRS2 "paiement en actions" et selon les modalités décrites en note 3.12 et 18

Note 26 – Gestion du risque financier**26.1. Classement des instruments financiers par catégorie de comptabilisation**

Au 31/08/2008

En milliers d'euros	Valeur comptable au 31/08/2008	Juste valeur au 31/08/2008	Actif financier à la juste valeur par le compte de résultat	Placement détenu jusqu'à échéance	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente
Autres titres de participation	23	23				23
Prêts et cautions	246	246			246	
Créances clients	103 013	103 013			103 013	
Autres créances	58 626	58 626	(23)		58 604	45
Trésorerie et équivalents de trésorerie	176 266	176 266	176 266			
Sous total	338 174	338 174	176 243	0	161 863	68

Au 31/08/2007

En milliers d'euros	Valeur comptable au 31/08/2008	Juste valeur au 31/08/2008	Actif financier à la juste valeur par le compte de résultat	Placement détenu jusqu'à échéance	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente
Autres titres de participation	41	41				41
Prêts et cautions	324	324			324	
Créances clients	87 215	87 215			87 215	
Autres créances	26 124	26 124	47		25 620	457
Trésorerie et équivalents de trésorerie	266 540	266 540	266 540			
Sous total	380 244	380 244	266 587	0	113 159	498

26.2. Classement des instruments financiers par catégorie de risque

Au 31/08/2008

En milliers d'euros	Valeur comptable au 31/08/2008	Risque de crédit (en juste valeur)	Risque de liquidité (en juste valeur)	Risque de taux (en juste valeur)	Risque de change (en juste valeur)
Prêts et cautions	246	246			
Créances clients	103 013	103 013			
Autres créances	58 626	58 604			22
Disponibilités	20 999	20 999			
SICAV et autres placements	155 267	155 267			
Crédit bail	(243)		(243)		
Autres emprunts	(10 417)		(10 417)		
Concours bancaires	(5 794)		(5 794)		
Total	321 697	338 129	(16 454)	0	22

Au 31/08/2007

En milliers d'euros	Valeur comptable au 31/08/2007	Risque de crédit (en juste valeur)	Risque de liquidité (en juste valeur)	Risque de taux (en juste valeur)	Risque de change (en juste valeur)
Prêts et cautions	324	324			
Créances clients	87 215	87 215			
Autres créances	26 124	25 620			504
Disponibilités	62 945	62 945			
SICAV et autres placements	203 595	203 595			
Crédit bail	(1 661)		(1 661)		
Autres emprunts	(14 500)		(14 500)		
Concours bancaires	(26 361)		(26 361)		
Total	337 681	379 699	(42 522)	0	504

26.3- Risque de crédit

Classement des créances commerciales en échues et non échues

Au 31/08/2008	Brut	dont export	Dépréciation	Nette
Non échues	76 668	41 736	0	76 668
Echues	28 657	6 012	(2 312)	26 345
Créances commerciales	105 325	47 748	(2 312)	103 013

Au 31 août 2008, les 26 345 milliers d'euros de créances nettes échues concernent principalement :

- au sein de l'activité Bateaux (10 855 milliers d'euros), les bateaux mis à disposition des clients et non encore livrés, selon la règle adoptée par le groupe de reconnaissance du chiffre d'affaires à la mise à disposition;
- au sein de l'activité Habitat de loisirs (15 490 milliers d'euros), les retards de règlement des clients par rapport au délai théorique de paiement, dont le risque de crédit est appréhendé par le groupe.

Au 31/08/2007	Brut	dont export	Dépréciation	Nette
Non échues	63 899	19 084	0	63 899
Echues	25 540	11 060	(2 224)	23 316
Créances commerciales	89 439	30 144	(2 224)	87 215

Variation des dépréciations sur créances commerciales

Dépréciations	31/08/2007	31/08/2008
Solde au 1 ^{er} septembre	1 277	2 224
Perte de valeur comptabilisée	535	702
Variation de périmètre	412	(614)
Solde au 31 août	2 224	2 312

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2008
Créances commerciales en valeur brute	89 439	105 325
Provisions pour créances douteuses	(2 224)	(2 312)
Créances commerciales en valeur nette	87 215	103 013
Créances échues au 31 août	23 316	26 345
dont créances export	10 380	6 012
% créances échues sur créances mobilisables	26,7%	25,6%

26.4- Risque de change

L'exposition du groupe au risque de change est la suivante :

	USD	31/08/2008 GBP	PLN
Créances commerciales	7 846	934	0
Dettes fournisseurs	(1 968)	0	0
Exposition bilancielle brute	5 878	934	0
Ventes prévisionnelles estimées	45 000	381	0
Achats prévisionnels estimés	0	0	0
Exposition brute	45 000	381	0
Contrats de change à terme	(25 105)	(1 315)	0
Exposition nette	25 773	0	0

A compter du 1^{er} septembre 2009, les clients anglais sont facturés en euro et non plus en livre sterling.

	USD	31/08/2007 GBP	PLN
Créances commerciales	11 393	747	636
Dettes fournisseurs	(2 813)	0	(6 247)
Exposition bilancielle brute	8 580	747	(5 611)
Ventes prévisionnelles estimées	47 645	23 975	0
Achats prévisionnels estimés	0	0	(74 416)
Exposition brute	47 645	23 975	(74 416)
Contrats de change à terme	(47 241)	(9 000)	75 346
Exposition nette	8 984	15 722	(4 681)

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 août 2008

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Bénéteau S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 août 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 3.5.1 explique les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation des goodwill. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées.
- La nature des provisions inscrites au bilan est détaillée dans la note 11 et les principes et méthodes de comptabilisation de ces provisions sont expliqués en note 3.14.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations retenues pour l'arrêté des comptes et sur la base des informations disponibles lors de nos travaux, nous avons revu les approches utilisées par le groupe et nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses et modalités retenues pour la détermination des provisions et des tests de dépréciation des écarts d'acquisition ainsi que des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Rennes, le 22 décembre 2008

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Vincent Broyé
Associé

La Roche-sur-Yon, le 22 décembre 2008

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

Sébastien Caillaud
Associé

Éléments financiers

Bénéteau S.A.

Bilan au 31 Août 2008

ACTIF en K€	Notes	Montants bruts 31/08/08	Amortis- sements et provisions	Montants nets 31/08/08	Montants nets 31/08/07
Immobilisations incorporelles	1.2				
Frais de recherche et développement	1.3	574	574	-	-
Concessions, brevets, licences, marques	1.4	753	-	753	753
Fonds commercial (1)		23	23	-	-
Autres immobilisations incorporelles		1 209	1 155	54	106
Immobilisations incorporelles en cours		-	-	-	-
Immobilisations corporelles	1.5				
Terrains		437	39	398	406
Constructions		6 605	1 883	4 722	5 126
Installations techniques, matériel et outils industriels		478	191	287	218
Autres immobilisations corporelles		1 500	976	524	627
Immobilisations en cours		311	-	311	9
Avances et acomptes		1 555	-	1 555	-
Immobilisations financières (2)	1.6				
Participations		105 044	5 322	99 721	97 777
Créances rattachées à des participations		2 169	-	2 169	-
Autres titres immobilisés		53 585	394	53 192	23 557
Prêts		-	-	-	-
Autres immobilisations financières		3	-	3	7
Actif immobilisé	1.1	174 246	10 558	163 688	128 585
Stocks et en-cours					
Matières premières et autres approvisionnements		-	-	-	-
En-cours de production		-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis		-	-	-	-
Avances et acomptes sur commandes		1 000	-	1 000	10
Créances	1.7				
Créances clients et comptes rattachés		3 489	-	3 489	3 301
Autres créances d'exploitation		62 567	-	62 567	75 113
Valeurs mobilières de placement	1.8	156 346	-	156 346	131 259
Disponibilités		1 006	-	1 006	30 441
Charges constatées d'avance	1.9	288	-	288	200
Actif circulant		224 697	-	224 697	240 324
Ecart de conversion actif		-	-	-	10
TOTAL ACTIF		398 943	10 558	388 385	368 919
(1) Dont droit au bail				-	-
(2) Dont à moins d'un an				-	-

Bilan au 31 Août 2008 (suite)

PASSIF		Montants	Montants
en K€	Notes	31/08/08	31/08/07
Capital social dont capital versé	2.1	8 715	8 715
Primes d'émission, fusion, apports		27 850	27 850
Réserves			
Réserve légale		871	871
Réserves réglementées		-	-
Autres réserves		76 144	71 404
Report à nouveau		1 496	1 508
Résultat de l'exercice		73 074	37 219
Subventions d'investissement		-	-
Provisions réglementées		92	45
Capitaux propres	2.1.1	188 242	147 613
Provisions			
Provisions pour risques		1 860	10
Provisions pour charges		312	396
Provisions pour risques et charges	2.2	2 172	406
Dettes financières (1)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		563	18 116
Emprunts et dettes financières divers		185 560	170 117
Avances et acomptes reçus sur commandes		-	-
Dettes d'exploitation (1)			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 668	1 599
Dettes fiscales et sociales		10 144	22 766
Autres		34	8 292
Dettes diverses (1)			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-	10
Produits constatés d'avance (1)		-	-
Passif circulant	2.3	197 969	220 900
Ecart de conversion passif		2	-
TOTAL PASSIF		388 385	368 919
(1) Dont à moins d'un an		197 969	220 900
(2) Dont concours bancaires courants		563	18 116

Compte de résultat au 31 Août 2008

en K€	Notes	2007/2008	2006/2007
Produits d'exploitation		-	-
Production vendue : biens et services		11 178	9 165
Chiffre d'affaires net	3.1	11 178	9 165
Production stockée		-	-
Production immobilisée		-	-
Subventions d'exploitation		-	-
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	3.2	1 975	1 375
Autres produits		3	1
Produits d'exploitation		13 156	10 541
Charges d'exploitation			
Achats de marchandises		(1)	102
Autres achats externes		6 982	6 363
Impôts, taxes et assimilés		280	266
Charges de personnel	3.3		
Salaires et traitements		2 557	2 055
Charges sociales		1 136	879
Dotations aux amortissements et provisions			
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		936	975
Sur immobilisations : dotations aux provisions		-	-
Sur actif circulant : dotations aux provisions		-	-
Pour risques et charges : dotations aux provisions		101	-
Autres charges		575	327
Charges d'exploitation		12 564	10 966
Résultat d'exploitation		592	(425)
Produits financiers			
De participation		79 188	27 357
Autres intérêts et produits assimilés		8 806	24 737
Reprises sur provisions et transferts de charges		1 117	3 922
Gains de change nets		3	-
Produits financiers		89 114	56 016
Charges financières			
Dotations aux amortissements et provisions		5 160	1 108
Intérêts et charges assimilées		9 872	14 220
Pertes de change nettes		106	46
Charges financières		15 138	15 374
Résultat financier	3.4	73 976	40 642
Résultat courant avant impôt		74 568	40 217

Compte de résultat au 31 Août 2008 (suite)

en K€	Notes	2007/2008	2006/2007
Produits exceptionnels			
Sur opérations de gestion		310	215
Sur opérations en capital		56	33
Reprises sur provisions et transferts de charges		403	1 461
Produits exceptionnels		769	1 709
Charges exceptionnelles			
Sur opérations de gestion		292	99
Sur opérations en capital		105	40
Dotations aux amortissements et provisions		1 920	31
Charges exceptionnelles		2 317	170
Résultat exceptionnel	3.5	(1 548)	1 539
Participation et Intéressement des salariés		214	155
Impôts sur les bénéfices	3.6	(268)	4 382
Résultat net		73 074	37 219

ANNEXE AUX COMPTES DE BENETEAU S.A.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de l'exercice ouvert le 1^{er} septembre 2007 et clos le 31 août 2008.

Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que lorsqu'ils ont une importance significative.

Faits caractéristiques de l'exercice

Au cours de l'exercice, Bénéteau SA a entamé des démarches pour la cession de ses deux filiales Microcar SAS et Wauquiez International SAS.

Le transfert des titres ayant eu lieu en septembre 2008, ces opérations seront enregistrées dans les comptes clos le 31 août 2009.

Principes, règles, méthodes comptables et présentation des états

Les chiffres fournis dans la présente annexe sont en milliers d'euros sauf indication contraire.

Les comptes de l'exercice clos le 31 août 2008 ont été établis conformément aux principes et méthodes retenus par le Code de Commerce (Art. 123-12 à 123-23), le décret du 29 novembre 1983, ainsi que par le Plan Comptable Général (règlement CRC 99.03) .

Les règles comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses fondamentales de continuité de l'exploitation, d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes.

I - Notes sur le bilan actif

I.1 Mouvements des immobilisations, amortissements et provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé

• Valeurs brutes

en K€	Valeur brute des immobil. au 01/09/07	Acquisitions Créations Augment. des actifs	Variations par transfert de poste à poste	Cessions Mises hors service Dimin. actifs	Valeur brute des immobil. au 31/08/08
Frais de recherche et développement	574	-	-	-	574
Concessions, brevets, licences et marques	753	-	-	-	753
Fonds commercial	23	-	-	-	23
Logiciels	916	293	-	-	1 209
Immobilisations incorporelles en cours	0	-	-	-	0
Total immobilisations incorporelles	2 266	293	-	-	2 559
Terrains et aménagements	437	-	-	-	437
Constructions et aménagements	6 668	5	-	(68)	6 605
Matériels, installations techniques	351	118	9	-	478
Autres immobilisations corporelles	1 503	117	1	(120)	1 500
Immobilisations en cours	9	1 866	(9)	-	1 866
Avances et acomptes sur immobilisations	0	-	-	-	0
Total immobilisations corporelles	8 968	2 106	-	(188)	10 886
Participations	98 538	6 506	-	-	105 044
Créances rattachées à des participations	0	2 169	-	-	2 169
Autres titres immobilisés	23 557	39 828	-	(9 800)	53 585
Prêts	0	-	-	-	0
Autres immobilisations financières	7	-	-	(4)	3
Total immobilisations financières	122 102	48 503	(-)	(9 804)	160 801
TOTAL GÉNÉRAL	133 336	50 902	(-)	(9 992)	174 246

• Amortissements et provisions

en K€	Amortissem. au 01/09/07	Augment. dotations de l'exercice	Diminutions afférentes aux éléments sortis et reprises	Amortissem. en fin d'exercice au 31/08/08
Total immobilisations incorporelles	1 407	345	-	1 752
Terrains et aménagements	31	8	-	39
Constructions	1 542	357	(16)	1 883
Matériels, installations techniques	133	58	-	191
Autres immobilisations corporelles	876	167	(67)	976
Total immobilisations corporelles	2 582	590	(83)	3 089
TOTAL AMORTISSEMENTS	3 989	935	(83)	4 841
Provision pour dépréciation actif	0	-	-	0
Sur immobilisations financières	761	4 955	-	5 716
TOTAL PROVISIONS	761	4 955	-	5 716
TOTAL GÉNÉRAL	4 751	5 890	(83)	10 558

1.2 Immobilisations incorporelles

Elles s'élèvent au 31 août 2008 à 2 559 K€ contre 2 266 K€ au 31 août 2007.

Les différents éléments composant ce poste sont les suivants :

- des frais de recherche et développement amortis sur 3 ans (cf. note 1.3)
- une marque non amortie (cf. note 1.4)
- un fonds commercial totalement amorti
- des logiciels amortis sur 1 an et 3 ans

- aménagements sur terrains	20 ans
- constructions d'exploitation	20 ans
- installations et agencements des constructions	10 à 20 ans
- matériel et outillage	3 à 10 ans
- installations et agencements du matériel	3 à 10 ans
- matériel de transport	3 à 5 ans
- matériel et mobilier de bureau	3 à 10 ans

La société pratique, dans la mesure du possible, des amortissements dégressifs considérés comme dérogatoires pour la fraction excédant l'amortissement économique. La provision ainsi constituée s'élève à 92 K€.

1.3 Frais de recherche et développement

Au cours des exercices antérieurs, la société a engagé un projet de recherche et développement en matière de processus de conception, de développement et de fabrication de bateaux, totalement différent.

En raison de la nature même de ce projet, le groupe a décidé d'immobiliser les frais externes (honoraires essentiellement) et internes (main d'œuvre directement liée au projet) et de les porter à l'actif du bilan en frais de recherche et développement.

L'amortissement de ces frais de recherche et développement a débuté au moment de la mise en production et commercialisation des bateaux concernés : soit au 1^{er} septembre 2004.

1.4 Concessions, brevets, licences et marques

La durée de consommation des avantages économiques attendus de la marque n'est pas déterminable. Elle n'a donc pas fait l'objet d'un amortissement.

Elle fera éventuellement l'objet d'une dépréciation si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

1.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production pour la partie produite par l'entreprise. Elles n'ont jamais fait l'objet de réévaluation.

Les amortissements pour dépréciation économique sont calculés de façon linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

1.6 Immobilisations financières

Elles s'élèvent au 31 août 2008 à 160 801 K€ contre 122 102 K€ au 31 août 2007.

Au cours de l'exercice, Bénéteau SA a acheté la société SCI Nautilus à Wauquiez International SAS pour 1 794 K€ et a souscrit à l'augmentation du capital de sa filiale Wauquiez International SAS par incorporation de compte courant à hauteur de 4 560 K€.

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est constituée à due concurrence lorsque la valeur d'utilité de la société filiale est inférieure à la valeur historique :

- pour les filiales industrielles, la valeur d'utilité est définie comme étant l'actualisation des perspectives de résultats futurs de la société filiale.
- pour les filiales purement commerciales, la valeur d'utilité est appréciée au regard du montant de la quote-part détenue des capitaux propres, après application pour les filiales étrangères du taux de la devise au 31 août.

Le tableau des filiales et participations figure à la rubrique 4.3 de la présente annexe.

Le poste "Autres titres immobilisés" est composé essentiellement d'actions propres (mouvements détaillés sur note 4.6). Leur valeur au 31 août 2008, déterminée sur la base de la moyenne des cours de Bourse du mois d'août 2008, s'élève à 58 571 K€ pour une valeur nette au bilan de 53 192 K€.

1.7 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances libellées en monnaie étrangère sont converties au cours de clôture.

La perte de change latente donne lieu à la constitution d'une provision pour charges à due concurrence.

Aucune créance douteuse n'a été enregistrée au cours de l'exercice.

A la clôture, le poste clients ne comprend aucune créance à plus d'un an et se décompose ainsi :

en K€	31/08/08	31/08/07
Comptes clients ordinaires	142	47
Comptes clients entreprises liées	3 347	3 254
Effets à recevoir	-	-
Clients douteux	-	-
Provisions pour dépréciation des comptes clients	-	-
TOTAL	3 489	3 301

Les autres créances d'exploitation ne comportent pas de créances à plus d'un an et se décomposent comme suit :

en K€	31/08/08	31/08/07
Impôts et taxes	227	163
Autres créances	48	42
Autres créances entreprises liées *	62 292	74 908
Provision pour dépréciation des créances entreprises liées	-	-
TOTAL	62 567	75 113

* dont compte courant d'intégration fiscale 11 056 16 728

1.8 Valeurs Mobilières de Placement

Il s'agit d'actions propres réservées (cf. notes 4.4 et 4.5) pour un montant de 3 947 K€. Une provision pour risque a été constituée au titre du portefeuille d'attribution d'actions gratuites (cf note 2.2).

La valeur d'inventaire des actions propres réservées est égale à 7 219 K€.

Les autres titres se composent de SICAV pour 30 849 K€, dont la valeur d'inventaire s'élève à 31 761 K€ et de certificats de dépôts à moins de 3 mois pour 121 550 K€.

1.9 Comptes de régularisation et assimilés Actif

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 288 K€ et sont composées de charges d'exploitation pour 273 K€ et de charges financières pour 15 K€.

Au 31 août 2007, leur montant était de 200 K€.

Les produits à recevoir s'élèvent à 883 K€ et se décomposent en :

en K€	31/08/08	31/08/07
Produits d'exploitation	48	15
Produits d'exploitation entreprises liées	55	191
Produits financiers	780	-
TOTAL	883	206

2 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

2.1 Capital social

Il se compose de 87 147 200 actions de 0,10 €, entièrement libérées.

Les informations relatives aux actions propres et aux programmes d'attribution d'actions sont détaillées aux points 4.4, 4.5 et 4.6.

2.1.1 Capitaux propres

La variation des capitaux propres sur l'exercice est la suivante :

en K€	
Capitaux propres au 01/09/2007	147 613
Amortissements dérogatoires (cf. note 1.5)	46
Distribution de dividendes	(32 491)
Résultat de l'exercice	73 074
Montant des capitaux propres au 31/08/2008	188 242

Le résultat net hors incidence des dispositions fiscales dérogatoires s'élève à 73 120 K€ au 31 août 2008.

Les dispositions fiscales entraînent pour notre société une créance future d'impôt d'un montant net de 16 K€, calculée au taux de 34,43 %.

2.2 Provisions pour risques et charges

En K€	Montant en début d'exercice 01/09/07	Augment. dotations de l'exercice	Diminutions reprises de provisions utilisées	Diminutions reprises de provisions non utilisées	Montant en fin d'exercice 31/08/08
Provisions pour perte de change	10	-	(10)	-	-
Provisions pour risques	-	1 860	-	-	1 860
Autres provisions pour risques et charges	396	307	(391)	-	312
TOTAL	406	2 167	(401)	-	2 172

Au 31 août 2008, Bénéteau SA a comptabilisé :

- une provision pour risque de 1 860 K€, représentant la meilleure estimation d'un risque encouru au travers d'un de ses engagements contractuels.
- une provision pour charge relative aux actions propres réservées pour le plan d'attribution d'actions gratuites à hauteur de 206 K€.
- une provision liée à un litige à hauteur de 100 K€
- une provision pour médailles du travail de 6 K€, dont

l'évaluation prend en compte les salariés présents dans l'entreprise à la date du calcul, leur ancienneté, le barème des gratifications en fonction de cette ancienneté, le taux de survie, la rotation et une actualisation financière.

La provision pour impôt antérieurement constituée et correspondant aux économies d'impôt liées aux déficits à restituer aux filiales, dans le cadre de l'intégration fiscale, a été totalement reprise et constatée en produit exceptionnel à hauteur de 391 K€ (cf. note 3.5).

2.3 Dettes

La répartition des dettes, selon leur échéance au 31 août 2008, est détaillée dans le tableau ci-dessous :

en K€	Montant total	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
- à 2 ans maximum à l'origine	562	562	-	-
- à plus de 2 ans à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	10 314	10 314	-	-
Dettes financières entreprises liées	175 246	175 246	--	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 125	1 125	-	-
Fournisseurs entreprises liées	543	543	-	-
Personnel et comptes rattachés	1 325	1 325	-	-
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	603	603	-	-
Etats et autres collectivités publiques				
- impôts sur les bénéfices	7 626	7 626	-	-
- taxes sur la valeur ajoutée	406	406	-	-
- autres impôts, taxes et assimilés	185	185	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Dettes sur immobilisations entreprises liées	-	-	-	-
Autres dettes	28	28	-	-
Autres dettes entreprises liées	6	6	-	-
TOTAL	197 969	197 969	-	-

2.4 Charges à payer

Au 31 août 2008 les charges à payer s'élèvent à 2 706 K€ suivant détail ci-après :

en K€	31/08/2008		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	403	-	-
Fournisseurs entreprises liées	78	-	-
Dettes fiscales et sociales	1 562	-	-
Autres dettes	-	663	-
TOTAL	2 043	663	-

3 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1 Chiffre d'affaires

en K€	2007/2008	2006/2007
Ventes en France	10 693	8 627
Ventes à l'étranger	485	538
TOTAL	11 178	9 165

3.2 Reprises de provisions et transferts de charges d'exploitation

en K€	2007/2008	2006/2007
Reprise sur provisions pour risques et charges	-	-
Transferts de charges *	1 975	1 375
TOTAL	1 975	1 375

* Il s'agit essentiellement de refacturations de frais aux filiales

3.3 Charges de personnel

Les rémunérations versées aux organes d'administration et de direction s'élèvent à 791 K€ (dont jetons de présence : 280 K€), contre 588 K€ l'exercice précédent.

L'effectif moyen est de 24,9 personnes, composé de 6,5 employés et 18,4 cadres.

3.4 Produits et charges financiers

Le résultat financier fait apparaître un produit net de 73 976 K€ composé essentiellement de dividendes reçus des filiales pour un montant de 79 188 K€. Par ailleurs, la société a consenti un abandon de créance de 849 K€ à sa filiale Wauquiez SAS, sur décision du Conseil de Surveillance du 22 juillet 2008.

Le résultat financier concernant les entreprises liées, fait apparaître un produit net de 76 039 K€.

3.5 Produits et charges exceptionnels

Le résultat exceptionnel se décompose comme suit :

en K€	2007/2008	2006/2007
Dotations / reprise		
amortissements dérogatoires	(47)	(24)
Plus ou moins value sur cession d'actif	(49)	(7)
Mali de fusion Mariteam	-	(6)
Reprise de provision pour		
risque / intégration fiscale	391	1 455
Boni / Mali sur rachat d'actions propres	79	121
Dotations aux provisions		
pour risques et charges	(1 860)	-
Dons	(61)	-
TOTAL	(1 548)	1 539

3.6 Impôt et fiscalisation du résultat

Au 31 août 2008, la ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel est la suivante :

En K€	Avant impôt	Charge Nette d'impôt	Après impôt
Résultat courant	74 568	264	74 832
Résultat exceptionnel	(1 548)	4	(1 544)
TOTAL	73 020	268	73 288*

* Hors intéressement des salariés.

Bénéteau S.A. a opté pour le régime de l'intégration fiscale. La convention conclue à ce titre est conforme à la seconde conception autorisée : elle prévoit que l'économie d'impôt réalisée, liée aux déficits, soit prise en compte immédiatement dans le résultat de la société mère.

L'économie d'impôt liée à l'intégration fiscale pour l'exercice 2007/2008 est de 1 798 K€.

4 - AUTRES INFORMATIONS

4.1 Note concernant les entreprises liées

Les montants concernant les entreprises liées sont indiqués à chaque poste correspondant du bilan.

Les comptes de Bénéteau S.A. sont inclus, selon la méthode de l'intégration globale, dans les comptes de Béri 21 S.A.

4.2 Engagements donnés

Ils comprennent :

En K€	31/08/08
Garanties : engagement de reprise donné au profit d'un crédit bailleur pour un contrat souscrit par une filiale	963
Cautions : engagement lié aux contrats de financement des produits	315
Cautions : douane	51
Indemnités de départ à la retraite*	265
TOTAL	1 594

* Les engagements de la société à ce titre sont calculés selon la méthode adoptée dans le groupe tenant compte de l'ensemble des salariés, des dispositions conventionnelles, du taux de survie, de l'évolution des salaires, de la rotation, du rendement financier et des charges sociales. La méthode utilisée est celle des unités de crédit projetées.

Les cautions et garanties données ne concernent pas les dirigeants, les filiales, les participations et les autres entreprises liées.

4.3 Tableau des filiales et participations

SOCIÉTÉS	CAPITAL	CAPITAUX PROPRES	QUOTE-PART	Valeur Comptable des titres détenus		PRETS et MONTANT AVANCES des cautions		C.A.	BÉNÉFICE ou perte (-) du dernier exercice clos	DIVIDENDES encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette	consentis par la sté et non encore remboursés	et avals donnés par la société			
En K€		hors résultat du dernier exercice	de capital détenu en %					hors taxes du dernier exercice		
FILIALES (50 % au moins)										
Chantiers Bénéteau	24 300	123 575	100,00	26 691	26 691	-	-	435 676	45 057	38 442
Chantiers Jeanneau	12 750	102 704	100,00	13 650	13 650	-	-	378 223	36 933	33 150
C.N.B	3 488	9 053	100,00	5 209	5 209	-	-	120 316	6 459	3 592
Wauquiez Internat.	5 310	4 474	100,00	5 322	-	150	-	15 137	(105)	-
Microcar	6 000	12 101	100,00	6 176	6 176	5 093	-	55 113	1 175	512
O'Hara	3 900	9 442	100,00	4 031	4 031	7 450	-	63 325	3 321	3 492
E.Y.B	150	388	99,00	151	151	-	-	626	15	-
Financière Mercure	11 038	22 872	100,00	38 903	38 903	29 089	-	2 056	(2 039)	-
BH	150	152	100,00	150	150	101	-	8	(214)	-
Sci Nautilus	450	(768)	100,00	1 794	1 794	3 871	-	287	(38)	-
PARTICIPATIONS (10 à 50 %)										
SGB Finance (I)	6 054	27 633	49,00	2 967	2 967	-	-	-	(4 771)	-

(I) Clôture des comptes : 31/12

4.4 Options d'achat d'actions

Conformément aux autorisations données par les actionnaires en Assemblée Générale, les organes compétents de la société ont décidé d'attribuer :

- le 3 octobre 2001, 450 000 actions à 91 bénéficiaires, au prix d'exercice de 5,96 € l'action.
- le 13 février 2003, 450 000 actions à 99 bénéficiaires, au prix d'exercice de 6,46 € l'action.
- le 30 août 2006, 72 500 actions à 35 bénéficiaires, au prix d'exercice de 12,56 € l'action.

Les premières levées d'options ont eu lieu au cours de l'exercice 2005/2006 pour 220 250 achats d'actions.

Au cours de l'exercice 2006/2007, 171 425 options d'achats d'actions ont été exercées.

Au cours de l'exercice 2007/2008, 108 513 options d'achats d'actions ont été exercées

Les bénéficiaires sont des dirigeants ou salariés des sociétés du groupe Bénéteau.

4.5. Actions gratuites

Conformément aux autorisations données par les actionnaires en Assemblée Générale, les organes compétents de la société ont décidé d'attribuer, en tenant compte de la division par 5 du nominal :

- le 30 août 2005, 42 500 actions gratuites.
- le 30 août 2006, 57 500 actions gratuites.
- le 29 août 2007, 148 440 actions gratuites.

Les bénéficiaires sont des dirigeants ou salariés des sociétés du groupe Bénéteau.

Les premières attributions ont été effectuées au cours de l'exercice 2006/2007 pour 42 500 actions.

Au cours de l'exercice 2007/2008, 57 500 actions ont été attribuées.

4.6 Actions propres

La valeur des actions propres au 31 août 2008 déterminée sur la base de la moyenne des cours de bourse d'août 2008 s'élève à 58 551 K€ sur une valeur au bilan de 53 565 K€.

En K€	Nombre	Valorisation
Actions au 31/08/2007	2 682 385	23 537
Acquisitions de l'exercice	2 817 097	39 828
Cessions de l'exercice	(550 144)	(9 800)
Actions au 31/08/2008	4 949 338	53 565

Cours moyen d'achat de l'exercice : 14,14 €

Cours moyen de vente de l'exercice : 17,81 €

Cours de bourse au 31 août 2008 : 11,63 €

Moyenne des cours de bourse d'août 2008 : 11,83 €

5- TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

en K€	2007/2008	2006/2007
Opérations d'exploitation		
Résultat net de l'exercice	73 074	37 219
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation	7 751	(454)
Amortissements et provisions	7 702	(462)
Plus ou moins values de cession	49	8
Marge brute d'autofinancement	80 825	36 765
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(9 519)	(23 481)
Créances	12 369	(44 034)
Dettes	(21 888)	20 553
Total 1 - Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	71 308	13 285
Opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(55 128)	(52 515)
Cessions d'immobilisation	14 085	16 457
Dettes sur immobilisations	(10)	(77)
Total 2 - Flux de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(41 053)	(36 135)
Opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires	(32 491)	(24 287)
Encaissements provenant de dettes financières	19 119	87 668
Remboursements de dettes financières	(3 677)	(564)
Variation de périmètre		32
Total 3 - Flux de trésorerie affecté aux opérations de financement	(17 049)	62 848
VARIATION DE TRESORERIE (1+2+3)	13 206	39 998
Trésorerie à l'ouverture	143 584	103 586
Trésorerie à la clôture	156 790	143 584
Dont :		
Actions propres	3 947	4 538
Autres valeurs mobilières	152 399	126 720
Disponibilités	1 006	30 441
Comptes bancaires créditeurs	(562)	(18 115)

Rapport général des commissaires aux comptes

Comptes annuels - Exercice clos le 31 août 2008

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Bénéteau S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Règles et principes comptables

La note 1.6 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables retenues par votre société pour évaluer la valeur d'inventaire des immobilisations financières.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Les commissaires aux comptes

Rennes, le 22 décembre 2008

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Vincent Broyé
Associé

La Roche-sur-Yon, le 22 décembre 2008

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

Sébastien Caillaud
Associé

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES

Exercice clos le 31 août 2008

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS AU COURS DE L'EXERCICE

En application de l'article L.225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Avec la S.A.S. WAUQUIEZ INTERNATIONAL

Personne concernée : Monsieur Dieter GUST

Suivant l'autorisation de votre Conseil de Surveillance en date du 22 juillet 2008, votre société a consenti, à la société WAUQUIEZ INTERNATIONAL, un abandon de créance à hauteur de la situation nette négative estimée, avant constatation de l'abandon, soit un montant de 849 000 €.

Suivant l'autorisation de votre Conseil de Surveillance en date du 24 avril 2008, votre société a procédé au rachat auprès de la société WAUQUIEZ INTERNATIONAL des 29 999 parts sociales qu'elle détenait dans la SCI Nautilus pour un prix de 1 708 897 €.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application l'article R. 225-57 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice :

Avec la S.A.S. EUROPEAN YACHT BROKERAGE - E.Y.B.

- Pour sa fonction de Président de la SAS E.Y.B., BENETEAU S.A. perçoit une rémunération fixée à 0,25 % du chiffre d'affaires HT hors groupe de cette société, soit pour l'exercice 2007/2008 : 1 337 Euros

Avec les membres du Directoire et du Conseil de surveillance :

Madame Annette ROUX, Monsieur Bruno CATHELINAIS, Madame Maryse DUPE et Monsieur Luc DUPE, Madame Elisabeth BENETEAU et Monsieur Yvon BENETEAU.

- Des intérêts ont été calculés sur leurs avances en comptes courants dans les limites autorisées pour être admis dans les charges fiscalement déductibles.

Ils se sont élevés globalement à : 423 244 Euros.

Fait à LA ROCHE SUR YON et à RENNES,
le 22 décembre 2008

Les Commissaires aux Comptes

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

Sébastien Caillaud
Associé

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Vincent Broyé
Associé

PROJET DES RESOLUTIONS

Première Résolution Ordinaire

Après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance et du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux, l'Assemblée Générale déclare approuver les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 août 2008, tels qu'ils lui sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 73 074 354,98 €.

Cette approbation comporte celle des dépenses visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts réintégrées au résultat fiscal de l'exercice pour un montant de 14 204 €.

Deuxième Résolution Ordinaire

Après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance et du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, l'Assemblée Générale déclare approuver les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 août 2008, tels qu'ils lui sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 114 433 K€ (dont part du groupe 114 408 K€).

Troisième Résolution Ordinaire

Après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-86 du Code de commerce, l'Assemblée Générale approuve sans réserve les conventions qui y sont relatées.

Quatrième Résolution Ordinaire

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Directoire, décide d'affecter le résultat net de l'exercice clos le 31 août 2008 d'un montant de 73 074 354,98 €, augmenté de 1 496 041,00 € de "Report à nouveau" antérieur, de la manière suivante :

- Dividendes	37 473 296,00 €
- Autres réserves	37 097 099,98 €

La part de bénéfice correspondant aux dividendes non versés à raison des actions propres détenues par la société lors de la mise en paiement sera affectée au compte "Report à nouveau".

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Directoire pour procéder à la mise en paiement le vendredi 6 Février 2009 d'un dividende de 0,43 € pour chacune des 87 147 200 actions de 0,10 € nominal.

Il est rappelé que pour les personnes physiques domiciliées en France, le dividende est imposable à l'impôt sur le revenu au barème progressif et est éligible à l'abattement de 40% prévu par l'article 158-3-2° du Code général des impôts, sauf option, avant la mise en paiement du dividende, pour le prélèvement forfaitaire libératoire de 18% prévu à l'article 117 quater nouveau du Code général des impôts. Dans tous les cas, le dividende sera versé sous déduction des prélèvements sociaux.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices se sont élevés aux sommes suivantes :

	2004/2005	2005/2006	2006/2007
Nominal de l'action	0,50 €	0,50 €	0,10 €
Nombre d'actions	17 429 440	17 429 440	87 147 200
Dividende net *	0,264 €	0,296 €	0,39 €

* équivalents depuis division du nominal par 5

Cinquième Résolution Ordinaire

L'Assemblée Générale décide de nommer membre du Conseil de Surveillance :

- Monsieur Patrick MAHE
Né le 28 novembre 1950 à Nantes (44)
Demeurant : 21 avenue du Midi – 44000 NANTES

Pour une durée de 3 ans qui se terminera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2011.

Le susnommé déclare accepter la mission qui vient de lui être confiée et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction à cette nomination.

Sixième Résolution Ordinaire

L'Assemblée Générale décide d'attribuer au Conseil de Surveillance, à titre de jetons de présence pour l'exercice actuellement en cours, une somme de 200 000 € que le Conseil répartira comme il l'entend.

Septième Résolution Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire autorise le Directoire, pour une durée de 18 mois, à faire acheter par la société ses propres actions, dans la limite de 10 % du capital social, en vue de, par ordre de priorité :

- l'animation du marché des actions par un prestataire de services d'investissement, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI,

- l'attribution aux salariés ou mandataires sociaux de la société ou de son groupe, sous forme d'options d'achat d'actions et / ou d'actions gratuites, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée Générale Mixte des 8ème et 9ème résolutions autorisant cette attribution,
- la cession d'actions aux salariés de la société ou de son groupe, dans le cadre d'un ou plusieurs plans d'épargne entreprise créés dans les sociétés du groupe, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée Générale Mixte de la 10^{ème} résolution autorisant cette cession,
- la conservation et remise des actions en paiement ou en échange, dans le cadre d'opérations financières ou de croissance externe dans le cadre de la réglementation boursière,
- l'annulation d'actions en vue d'optimiser le résultat par action et d'optimiser la rentabilité des fonds propres, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée Générale Mixte de la 11ème résolution autorisant cette annulation.

Le prix maximum d'achat des actions est fixé à 18 €.

Le montant maximum des fonds destinés à la réalisation de ce programme d'achat d'actions sera de 40 millions d'euros.

Cette décision annule et remplace la précédente autorisation.

En cas d'ajustement de la valeur du nominal de l'action, les valeurs sus-indiquées seront ajustées dans les mêmes proportions.

Huitième Résolution Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Directoire à consentir, en une ou plusieurs fois, aux conditions qu'il déterminera, au bénéfice des dirigeants, mandataires sociaux ou des membres du personnel, ou de certains d'entre eux, de la société BENETEAU S.A. et des autres entités de son groupe, des options d'achat d'actions de la société, dans les limites du nombre maximal d'actions provenant du plan de rachat d'actions de la société.

Le prix d'achat ne pourra être inférieur à 80 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la société dans le cadre de son programme de rachat d'actions.

Cette autorisation est valable pour une durée de 38 mois à compter de ce jour. Les options pourront être exercées entre le 4^{ème} et le 10^{ème} anniversaire de la date de leur attribution.

L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au Directoire à l'effet de remplir toutes formalités ou diligence permettant la mise en place et la réalisation du plan d'options

d'achat d'actions, dans les conditions ci-dessus et dans les limites autorisées par les textes en vigueur.

Cette décision annule et remplace la précédente autorisation.

Neuvième Résolution Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Directoire à attribuer, en une ou plusieurs fois, aux conditions qu'il déterminera, au bénéfice des dirigeants, mandataires sociaux ou des membres du personnel, ou de certains d'entre eux, de la société BENETEAU S.A. et des autres entités de son groupe, des actions gratuites de la société, existantes (détenues en portefeuille ou à acquérir) ou à émettre, dans les limites du nombre maximal d'actions provenant du plan de rachat d'actions de la société.

Cette autorisation est valable pour une durée de 38 mois à compter de ce jour.

L'attribution des actions à leurs bénéficiaires est définitive au terme d'une période d'acquisition de 2 ans à compter de leur attribution. Les bénéficiaires devront conserver ces actions pendant 2 ans à compter de leur attribution définitive.

L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au Directoire à l'effet de remplir toutes formalités ou diligence permettant la mise en place et la réalisation de cette attribution d'actions gratuites, dans les conditions ci-dessus et dans les limites autorisées par les textes en vigueur.

Cette décision annule et remplace la précédente autorisation.

Dixième Résolution Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, autorise le Directoire à céder des actions, en une ou plusieurs fois, aux conditions qu'il déterminera, aux salariés de la société ou de son groupe, dans le cadre d'un ou plusieurs plans d'épargne entreprise créés dans les sociétés du groupe, dans les limites du nombre maximal d'actions provenant du plan de rachat d'actions de la société, et ce pour une durée de 3 ans.

L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au Directoire à l'effet de remplir toutes formalités ou diligence permettant la mise en place et la réalisation de la cession d'actions à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise, dans les conditions ci-dessus et dans les limites autorisées par les textes en vigueur.

Cette décision annule et remplace la précédente autorisation.

Onzième Résolution Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Directoire à réduire le capital social par annulation des actions achetées en application de la 7^{ème} résolution, dans les limites légales et ce pour une durée de 3 ans.

L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au Directoire à l'effet de remplir toutes formalités ou diligence permettant la mise en place et la réalisation de la réduction du capital social et de modifier en conséquence les statuts.

Cette décision annule et remplace la précédente autorisation.

Douzième Résolution

Tous pouvoirs sont conférés au porteur de copies ou d'extraits des présentes pour effectuer toutes formalités et faire valoir ce que de droit.

Attestation du Rapport Financier Annuel 2007-2008

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport

de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Yves LYON-CAEN
Président du Conseil de Surveillance

Bruno CATHELINAIS
Président du Directoire

BATEAUX



Bordeaux 60
www.bordeauxyachts.com



CNB Pro
www.cnbpro.com



HABITAT

BH Construction
www.bh-construction.com



O'HARA
www.ohara.fr





www.beneteau-group.com



GROUPE **B**ENETEAU

